

libération

CANNES/

«Un simple accident»:
Jafar Panahi à ses
risques et périls

PAGES 22-27



AVANTAGE PARC

FRANÇOIS RUFFIN «IL FAUT UNE PRIMAIRE À GAUCHE... ET JE LA REMPORTERAI»

Le député de la Somme appelle, dans une interview à «Libération», tous les partis de l'ancien NFP à se soumettre à un vote populaire pour désigner un candidat unique pour 2027. **PAGES 2-4**

(PUBLICITÉ)

Gallimard
présente

Photo F. Mantovani © Gallimard



GAËL
OCTAVIA
L'étrangeté de Mathilde T.



**PRIX GONCOURT
DE LA NOUVELLE
2025**

nrf



M 00135 - 521 - F: 2,80 €

EDITORIALPar
PAUL QUINIO**Peser**

François Ruffin sort donc du bois en se disant, auprès de *Libé*, favorable à l'organisation d'une primaire à gauche pour désigner un ou une candidate à la présidentielle de 2027. Et l'ex-insoumis se dit convaincu de l'emporter. Il ne pouvait évidemment pas dire le contraire, mais le simple fait qu'il l'affirme de manière aussi nette est intéressant. Car si Ruffin suscite depuis quelques années de l'intérêt, et pas seulement de la sympathie, il continue de flotter autour de lui une interrogation quant à sa détermination à peser vraiment, à aller jusqu'au bout d'une démarche politique qu'il aime aussi pratiquer dans les marges. Indécis et velléitaire sont des adjectifs qui lui collent encore à la peau. Question de parcours. Question de personnalité. Il dit là vouloir y aller vraiment. Rien n'indique, c'est trop tôt, qu'il y arrivera, mais un cap est franchi dans la détermination.

Au nom de l'impératif d'union à gauche face au risque de victoire de l'extrême droite, il dit vouloir cette primaire ouverte «*de Poutou à Hollande*». C'est-à-dire Jean-Luc Mélenchon compris. Le député de la Somme connaît trop le leader insoumis pour savoir qu'il n'y participera pas, pression populaire ou pas. En proposant cette primaire, en l'imaginant comme «une fête» qui rassemble, un «moment de débordement», Ruffin redit son désaccord profond avec la stratégie clivante du bruit et de la fureur choisie par Mélenchon, et son sectarisme récemment décrit par le livre *la Meute*. Son espoir, en réalité, est qu'une telle primaire cornérise LFI et son patron. Comme il dit aussi qu'il respectera les règles de cette primaire si d'aventure il ne l'emportait pas, François Ruffin continue de jouer l'ouverture vers la gauche sociale-démocrate... tout en restant fidèle à sa ligne de rupture avec le libéralisme.

Il arrive aussi, et c'est une réponse aux défaillances de la gauche, avec son souci de reparler aux ouvriers, aux auxiliaires de vie, aux femmes de ménage, à ce monde du travail capté par le RN. Il assume de vouloir une gauche qui parle de sécurité et de nation.

En proposant cette primaire, il acte qu'il lui fallait bouger. Reste maintenant à savoir s'il est assez fort pour faire bouger la gauche... ♦



FRANÇOIS RUFFIN

«Sans primaire à gauche, autant rester à la maison»

Le député de la Somme, qui plaide pour un départage ouvert à tous les partis de l'ancien NFP, se juge le mieux placé pour opérer un «franc changement de cap» et battre l'extrême droite en 2027.



François Ruffin
lundi à Paris.

Recueilli par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **SACHA NELKEN**
Photo **AVA DU PARC**

François Ruffin disparaît parfois des médias, pour réapparaître quand il a des choses à dire. En mai 2022, encore affilié à La France insoumise, le député de la Somme écumait les plateaux pour alerter sur le recul de la gauche hors des métropoles et des quartiers populaires. Un été plus tard, il intervenait partout pour parler du travail. A la rentrée 2024, ce fut pour expliquer le fossé qui le sépare désormais de LFI, son camp, jusqu'à la rupture qui a suivi la dissolution. Aujourd'hui, le parlementaire qui siège avec les écologistes prend la parole dans *Libération* pour appeler à l'organisation d'une grande primaire de la gauche à laquelle il sera candidat.

Bruno Retailleau vient d'être élu à la tête de LR, Edouard Philippe fait une tournée de meetings... La droite s'organise. Et la gauche ?

Je vais droit au but : il nous faut une primaire, une «primaire geyser», qui ne soit pas qu'une élection de départage, mais un moment de débordement. Ce qui domine, aujourd'hui,

INTERVIEW

dans le pays, et encore pire à gauche, c'est l'abattement, le découragement. Alors ma seule question, c'est : comment on fait surgir l'énergie ? *«L'envie d'avoir envie»*, comme le chantait Johnny ? C'est constant dans mon parcours, je suis comme un sourcier, avec son bâton, qui cherche le déclencheur : *Merci Patron !* Nuit debout, la Fête à Macron, et l'an dernier, au soir de la dissolution, le Front populaire... Ces mots, *«Soyez unis, arrêtez vos conneries»*, c'était loin d'être un trait de génie, plutôt l'inverse : une évidence. Des millions de gens s'y sont reconnus, des centaines de milliers ont signé une pétition, avec des manifestations devant le siège des partis... Une pression qui a forcé l'union... en quatre jours ! Et en un mois, 9 millions de votants. On pourrait leur rendre la parole, non ? C'est soit la stratégie des primaires soit la stratégie déprimante. La primaire doit traverser la France comme une fête en fanfare, en lien avec les assos, les syndicats, réchauffer tout ça. La gauche ne gagne jamais à froid. Et surtout, elle doit propulser nos idées. A la place de la course à l'échafote réactionnaire – les immigrés à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Cayenne? –, une surenchère égalitaire : l'héritage, on prend tout à 5 ou 10 millions ?

Qui doit l'organiser et quand doit-elle avoir lieu ?

Les partis, a priori. Ce serait mieux avec eux. Est-ce qu'ils diront tous oui demain matin ? Probablement pas. Mais il y a, au sein de chacun, des unitaires contre des identitaires. De toute façon, cette primaire aura lieu. Parce qu'elle répond à un désir profond. Quand vous pensez que la «Primaire populaire», bricolée, sans leader, a rassemblé 500 000 électeurs ! Le calendrier : des candidatures en avril 2026 et un vote à l'automne. Le format : une élection à deux tours, sur le modèle de la présidentielle. Pas un truc folklorique pour bac +12. Les garde-fous pour candidater : 100 000 parrainages citoyens, 250 de maires. Dix idées, en guise de profession de foi. Un vote physique, avec un bureau de vote par canton. L'objectif : 2 à 3 millions de votants. Vous sortez de là avec des points d'appui dans le pays, un maillage du territoire que la gauche a perdu. Une primaire comme un tour préliminaire de Ligue des champions. Sinon, la gauche joue en deuxième division et autant rester à la maison.

Les insoumis et Jean-Luc Mélenchon sont-ils les bienvenus ?

Bien sûr. Le périmètre a existé, c'est celui du NFP : de Philippe Poutou à

François Hollande. C'est à eux de choisir d'y rentrer ou non. Pourquoi auraient-ils peur du débat, d'un vote ?

Pour autant, aujourd'hui, le scénario le plus probable est une candidature de Jean-Luc Mélenchon sans passer par la case primaire. Cela veut dire deux candidatures au moins à gauche. Ce n'est pas un problème ?

C'est un souci pour les naïfs : tout est question de rapport de force. Un candidat légitimé par des millions de votants, ça chamboule les calculs. Les gens se demanderont : quel bulletin pour gagner ? Pour battre Le Pen-Bardeau au second tour ? Les électeurs, eux, ne sont pas irréconciliables.

Vous avez l'intention d'être candidat à cette primaire ?

Oui. Et je la remporterai.

Pourquoi y aurait-il besoin d'une candidature Ruffin ?

Contre qui se déroulera le match final ? Contre le Rassemblement national. Trois fois je les ai battus, dans des terres ouvrières. Dès cette primaire, il nous faut élargir, ramener des électeurs que nous avons perdus : le métal d'Arcelor, la femme de ménage d'Amiens-Nord, le cariste de Martigues, l'auxiliaire de vie qui se fatigue... Je parle pour le monde du travail, les gens ordinaires qui tiennent le pays debout.

Si vous perdez, vous pourriez donc soutenir François Hollande ou Raphaël Glucksmann qui ne sont pas vraiment sur la même ligne que vous ?

J'y vais pour l'emporter. Et les électeurs de gauche pourront trancher la grande question : est-ce qu'on accompagne le marché, comme depuis quarante ans, en mettant quelques petits pansements ? Ou est-ce qu'on rompt avec ce temps, est-ce qu'on opère un changement de cap franc, pour les humains, pour le vivant ? Mais je n'imagine pas qu'on participe à un tel scrutin sans, ensuite, en respecter les règles.

Faut-il commencer à se mettre d'accord sur un programme commun que le gagnant s'engagerait à soutenir ? Ou ce sera au gagnant de l'écrire ?

Il y a la base, sans être la bible : le programme du NFP de juin. Ensuite, libre à chacun d'avoir des idées, des mesures, pour incarner la rupture.

En 2022, vous vous félicitiez de la nouvelle hégémonie de la gauche de rupture. Mais depuis, vousappelez à arrodir les angles sur la forme. Quelle dose de radicalité faut-il assumer pour gagner en 2027 ?

Il y a le ton et le fond. Mais quelle époque vit-on ? Les macronistes nous font mille milliards de dettes, encore plus de 5 % de déficit cette année et, exploit, sans même des investissements ! Alors bien sûr que nous sommes, nous, avec la «taxe Zucman», les gens sérieux, les modérés, les pragmatiques. Et eux les dogmatiques qui mènent la France à la faillite. Nos dirigeants échouent sur tout, sur le logement, l'industrie, la diplomatie, l'école, la santé... Et pourquoi ? Pas par hasard : parce qu'ils ne sont plus adaptés au temps présent. Leur pensée, leur «logiciel» comme ils disent, «concurrence, croissance, mondialisation, compétitivité» est périmé. Eux sont les archaïques, nous sommes les modernes, la rupture tranquille, pour «une France qui partage» et «une France qui protège».

Alors comment expliquer que la gauche semble avoir perdu la bataille culturelle ?

Je ressens autre chose. Il y a dix ans, quand on plaideait pour un retour de l'industrie, on était has been, passé, dépassé. Quand on réclamait des taxes aux frontières, des barrières douanières, c'était pire encore. Quand on parlait de taxer les dividendes, de rééquilibrer entre capital et travail, c'était sectaire. Et quand on prétendait, pour notre défense, s'affranchir de l'Otan, de Suite page 4

Pour 2027, les partis cherchent la bonne recette

Alors que les tenants du rassemblement cherchent encore les modalités de l'union à gauche, un meeting unitaire est en discussion pour le mois de juillet.

A gauche, il arrive que tout le monde se parle pour ne rien se dire. En 2022, les heures de discussion en vue d'une union pour l'élection présidentielle avaient débouché... sur quatre candidatures autonomes. Depuis la création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale puis du Nouveau Front populaire, les contacts se sont multipliés, de discussions bilatérales en réunions de groupe, sans parvenir à tracer un chemin unitaire clair. Avant son appel à l'organisation d'une grande primaire dans *Libé*, François Ruffin s'est ainsi longuement entretenu avec l'ex-candidate du NFP à Matignon, Lucie Castets. Celle-ci, de son côté, a donné rendez-vous le 2 juillet à toute la gauche pour discuter d'une candidature commune à la présidentielle.

Meeting unitaire. Les discussions informelles de la gauche se déroulent donc la plupart du temps sans eux, à l'instar des dîners qui réunissent des figures comme Olivier Faure, Johanna Rolland, Marine Tondelier, Clémentine Autain, Alexis Corbière ou le maire communiste de Montreuil, Patrice Bessac. Organisés avant les européennes, ces repas unitaires, où l'on tente de dessiner les contours du rassemblement, ont repris depuis plusieurs mois.

Selon nos infos, un meeting unitaire qui aurait lieu en juillet est en discussion, avant de lancer une plateforme programmatique à l'automne. «On avait une divergence tacite avec Marine Tondelier car nous, on assume de dire qu'il faut faire sans Mélenchon, mais la question se règle d'elle-même puisqu'il ferme la porte», explique un socialiste. «Tout le monde se dit maintenant qu'il faut bouger.»

Mais les obstacles restent nombreux. Que se passera-t-il si Olivier Faure, artisan de l'union, perd le congrès socialiste qui aura lieu du 13 au 15 juin ? Et si Glucksmann, qui talonne Mélenchon dans certains sondages, refuse lui aussi de se plier à une primaire ? Certains redoutent de voir les écologistes se déchirer entre les partisans d'une alliance avec les insoumis ou les défenseurs d'un rassemblement plus large, avec les socialistes. Mais il arrive aussi que les discussions aboutissent.

Ch.B.

Suite de la page 3 la tutelle américaine, voilà qui confinait au délit... Le présent ouvre des possibles, pour la gauche et surtout pour le pays. Le souci, ce n'est pas la situation, c'est qu'il nous manque un outil, un outil politique pour se saisir de la situation.

Le débat présidentiel risque de tourner autour des sujets identitaires, sécuritaires. Comment la gauche doit-elle se positionner face à cela ?

Je n'ai aucun souci à parler d'immigration, de sécurité, de nation. Notre dernier meeting s'intitulait d'ailleurs «Notre France». Mais enfin, est-ce que la priorité, aujourd'hui, c'est de refaire la guerre d'Algérie? Le premier des combats, c'est d'amener le débat sur notre

terrain, de jouer à domicile: des impôts justes, que les petits paient petit et que les gros paient gros. Que les Françaises, les Français puissent vivre de leur travail, et non pas en survivre. Qu'on rende la démocratie vivante, et pas une fois tous les cinq ans. Que l'égalité, devant l'école, devant la santé, devant la police, ne dépende pas de la couleur de peau, du lieu d'habitation, de la religion.

La campagne va aussi se jouer sur les questions internationales, sur lesquelles on a moins l'habitude de vous entendre. Vous travaillez sur ces sujets ?

Je les travaille assez pour parler avec clarté. Dès le 7 octobre 2023, dès le premier instant, j'ai dit ma solidarité avec les femmes, les en-

fants, les civils assassinés dans les kibbutz israéliens. Et depuis, à chaque instant, je dis que le massacre, la boucherie, le génocide doivent cesser à Gaza... Cent morts rien que cette nuit, la famine qui s'installe, l'armée qui envahit. On aimeraient entendre la voix de la France, qu'elle n'émette pas seulement des protestations, mais qu'elle prenne, qu'elle prône de fermes sanctions: un embargo de l'Union européenne face à Israël, une résolution aux Nations unies contre les colonies en Cisjordanie, Nétanyahou traité en criminel de guerre, l'Etat palestinien reconnu. Les Français ont besoin de cela, aussi: se sentir fiers, fiers de leur pays, comme avaient su le faire Villepin et Chirac avec leur non à la guerre en Irak.

D'ici là, comment la gauche doit-elle aborder les municipales de 2026? Est-ce une étape du rassemblement?

J'irai à Nîmes dès ce mois de juillet soutenir le candidat qui fait l'union, qui peut reprendre la ville à la droite. Des conquêtes mettent du vent dans nos voiles. Mais au-delà des alliances, qui seront à géométrie variable, je crois aux idées qui viennent d'en bas, des communes: quand les maires de Trappes ou de Poitiers font les vacances à la mer pour 10 euros ou moins, pourquoi on ne le généralise pas? Un programme de gauche doit aussi partir de là: de ce qui se fait, de ce qui réussit.

Il y a encore des gens à gauche qui s'inquiètent du fait que vous seriez solitaire, que vous auriez

du mal avec le collectif. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

Vous pensez qu'en Picardie, on l'emporte contre l'extrême droite en «solitaire», comme vous dites? Dès 2017, j'ai réuni la gauche dans sa diversité. Chaque semaine, je travaille avec la gauche dans sa diversité. Et pour la primaire, vous aurez une équipe de gauche dans sa diversité. Je suis convaincu qu'il y a aujourd'hui, dans notre camp, plein de talents, de quoi former un beau gouvernement... Mais maintenant, c'est vrai: je redoute l'entre-soi, la «popotte de la popote», ici à Paris. Quand la politique se fait aussi, surtout, en passant une après-midi avec les artisans du bâtiment: en finir avec les passoires thermiques, c'est avec eux qu'on le réussira. ♦



Jean-Luc Mélenchon
à Paris le 11 mai.
PHOTO CHA GONZALEZ

Mélenchon trace sa route nationale

Entre tournées des petites villes et virées à l'étranger, l'insoumis en chef continue d'installer l'idée d'une nouvelle candidature en 2027, sans passage par la case primaire.

Primaire? Pas primaire? Quelle union? Avec Mélenchon? Avec Glucksmann? Sans l'un? Sans l'autre? Sans les deux? Voilà des mois déjà que la gauche phosphore pour la prochaine élection présidentielle. Chacun dans son coin réfléchit, y va de son appel à mettre tous les partis - ou du moins certains - autour d'une table pour commencer à plancher à un mode de désignation pour une candidature commune. Une sorte d'arlésienne qui rythme désormais les précampagnes présidentielles à gauche. Mais pendant ce temps-là, il y en a un qui ne s'embarrasse pas avec tout ça. Un certain Jean-Luc Mélenchon. L'insoumis en chef trace sa route vers une quatrième candidature d'affilée. Pour cela, l'ancien député des Bouches-du-Rhône a, ces derniers temps, décidé de s'exporter à l'international. En quelques semaines, il s'est rendu au Québec, aux Etats-

Unis et en Italie pour présenter aux locaux son livre *Faites mieux!* désormais traduit en anglais, en espagnol et en italien. Des déplacements forcément rythmés par des meetings et réunions publiques histoire de montrer que même à l'étranger, Mélenchon remplit des salles. «Ça contribue à faire vivre une internationale de La France insoumise», affirme le coordinateur du mouvement, Manuel Bompard. Un moyen aussi de se présidentialiser, à moins de deux ans de l'élection suprême? «On ne peut pas dire que la stature soit son point faible», rétorque son bras droit. A Montréal, le leader de LFI a tout de même tenté

de jouer le face-à-face avec Donald Trump en l'apostrophant en anglais. Une tirade démarquée par un «I have a message for you» qui n'a pas suscité la moindre réaction de la Maison Blanche.

Luxe. Peu présent dans les médias français, Mélenchon a récemment multiplié les entretiens avec la presse internationale. *The New York Times*, *le Financial Times*, *Corriere della Sera*, *The Nation*... L'insoumis est généreux avec les journalistes étrangers qui, estime-t-il, le traitent mieux que les Français qui ne chercheraient qu'à lui nuire. «Une émission, pas un traquenard», souligne-t-il ainsi en partageant

son interview dans le show italien *Piazzapulita* sur les réseaux sociaux. «Quand la presse libérale anglo-saxonne traite mieux Jean-Luc Mélenchon que les médias de centre gauche français...» taclait,

dans le même esprit, début mai, Antoine Salles-Papou, un de ses proches conseillers, en diffusant son interview dans le *Financial Times*... quand bien même le quotidien le qualifie de «leader d'extrême gauche». Pour Mélenchon, l'exercice est plutôt confortable puisqu'il lui permet de développer sa pensée sans avoir à répondre aux potentielles polémiques nationales qui peuvent concerner son mouvement. Un luxe dans une sé-

quence marquée par la sortie du livre-enquête *la Meute*, qui plonge en profondeur dans le système insoumis. Sans doute que l'ex-ministre de Lionel Jospin se pliera à nouveau à l'exercice lors de son déplacement en Angleterre à la fin du mois de juin ou cet automne, lors d'une probable virée en Espagne.

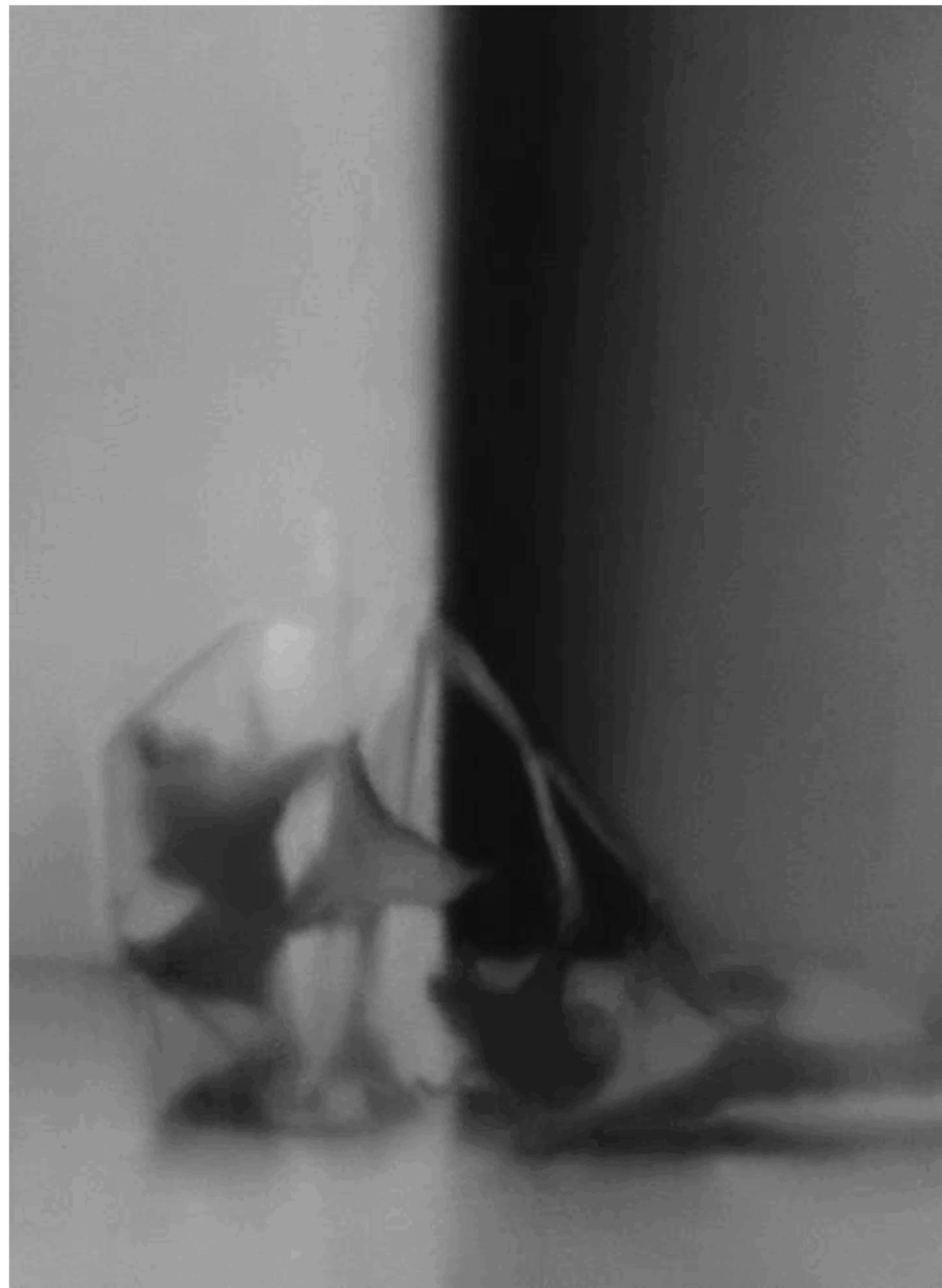
«Nombril». Parallèlement à ses voyages à l'étranger, Jean-Luc Mélenchon continue de labourer le pays à grands coups de meetings. Notamment dans les préfectures et sous-préfectures où LFI doit encore progresser si elle veut enregistrer des scores aussi élevés que dans les centres-villes ou les quartiers populaires urbains. Le 30 avril, Mélenchon était donc à Auxerre, puis à Aubenas (Ardèche) le 13 mai, dans une séquence aux allures de retour aux fondamentaux: pupitre bleu-blanc-rouge avec la carte de France et un slogan : «Pour la VI^e République et pour la paix.»

Mais le chef des insoumis n'est pas le seul à se déplacer. Les cadres du mouvement, eux aussi, multiplient les réunions publiques dans tout le pays pour dérouler le discours insoumis. «On est en

campagne permanente, pendant que les autres se regardent le nombril, nous, on travaille dans la société», pique Manuel Bompard en allusion aux autres partis de gauche engagés dans leurs congrès respectifs ou qui réfléchissent à leurs stratégies pour 2027. Un choix payant, jugent les insoumis, sondage à l'appui. Toute la journée de mardi, ils n'ont pas manqué de partager en masse une enquête Harris Interactive plaçant Mélenchon à 14 ou 15% selon les scénarios. Un score bien plus élevé que d'habitude, à deux ans de la présidentielle. Mais qui, en l'état, ne permet toujours pas de se qualifier au second tour.

S.N.

UNE AUTRE VISION DE L'ART DE 1945 À NOS JOURS



DANS LE FLOU



30 avril – 18 août 2025
Gratuit pour les - 26 ans*

Musée
de l'Orangerie

NOCTURNES
TOUS LES
VENDREDIS

*membres de l'Union européenne

MUSEE-ORANGERIE.FR

f o x g d



Exposition conçue par le musée de l'Orangerie, Paris avec la collaboration de « la Caixa » Foundation et présentée au musée de l'Orangerie, à « la Caixa » Foundation de Madrid puis à « la Caixa » Foundation de Barcelone.

EN
PARTENARIAT
MÉDIA AVEC



Gerhard Richter (1932), *Blumen (815-1)*, 1994, huile sur toile, 71 × 51 × 2 cm, Nîmes, Carré d'Art, musée d'Art contemporain de Nîmes, 1996.1 © Gerhard Richter 2025 © Gerhard Richter 2025 (21032025). Graphisme Sophia Marret, communication, EPMO.

Procès P. Diddy Le rituel d'emprise d'un roi du hip-hop face à la justice

La première semaine du procès de Sean Combs a été marquée par le témoignage de son ancienne compagne, Casandra Ventura, sur les innombrables violences physiques et sexuelles qu'elle a subies. Il risque la prison à perpétuité.

Par PHILIPPE COSTE Correspondance à New York



Douglas Wigdor, avocat de Casandra Ventura, le 13 mai. PHOTO M.M. SANTIAGO. GETTY IMAGES. AFP

Arun Subramanian est resté de marbre depuis le début du procès. Mais ce jeudi matin, il montre ses premiers signes d'agacement. Ce juge fédéral d'origine indienne, formé à la rigueur judiciaire par sa mentor Ruth Bader Ginsburg, célèbre magistrate de la Cour suprême, demande aux avocats d'en venir au fait dans leur interrogatoire répétitif et alambiqué de la première témoin à charge: Casandra Ventura, l'ex-«girlfriend», de 2007 à 2018, de Sean Combs, alias Diddy, l'ex-titan du hip-hop qui la darde du regard depuis la table des prévenus. Aujourd'hui mariée et enceinte de huit mois, Cassie livre un témoignage qui suscite la compassion du juge. Elle évoque ses souvenirs de dix ans de partouzes voyeuristes et sadiques et de «*freak offs*», des marathons sexuels longs parfois de plusieurs jours qu'affectionnait Diddy au faîte de sa carrière de producteur musical. «Son témoignage devait s'achever le vendredi», rappelle-t-il sèchement aux défenseurs de Combs qui la harcèlent. *Dans quel univers croyez-vous que ce n'est pas important?*»

La veille, mercredi, dans une ambiance glauque et hallucinatoire devant la cour fédérale de Manhattan, la chanteuse, témoin essentiel de la première semaine du procès, expliquait, à la demande de l'accusation, qu'elle recourrait à un code durant les *freak offs*, levant les deux bras pour signaler aux hommes prostitués engagés par son amant qu'il était temps d'arrêter. Diddy, quand venait son tour, négligeait souvent ses signaux de détresse. Seuls les jurés ont pu voir, sur leurs tablettes individuelles, les vidéos des «*sex parties*» délirantes, mais le public a pu apprécier les photos de la victime au fil des années : lèvres éclatées à coups de pied quand elle avait tenté, en 2012, d'échapper à la colère de Diddy en rampant sous un siège de limousine; coquards, joues tuméfiées, arcade sourcilière fendue, un an plus tard, parce qu'elle était en retard pour partir avec lui à une première. Ce même jour, l'accusation a projeté sur l'écran du prétoire les images de la vidéo de surveillance d'un hôtel californien datant de mars 2016, montrant la jeune femme dans le couloir de la suite, tentant de fuir l'un de ces *freak offs*. Sean Combs la rattrape, la jette au sol comme une poupée désarticulée avant de lui asséner deux coups de pied et de la traîner vers leurs appartements. La vidéo sera escamotée, contre une importante somme d'argent versée discrètement; avant de réapparaître sur CNN, en mai 2024.

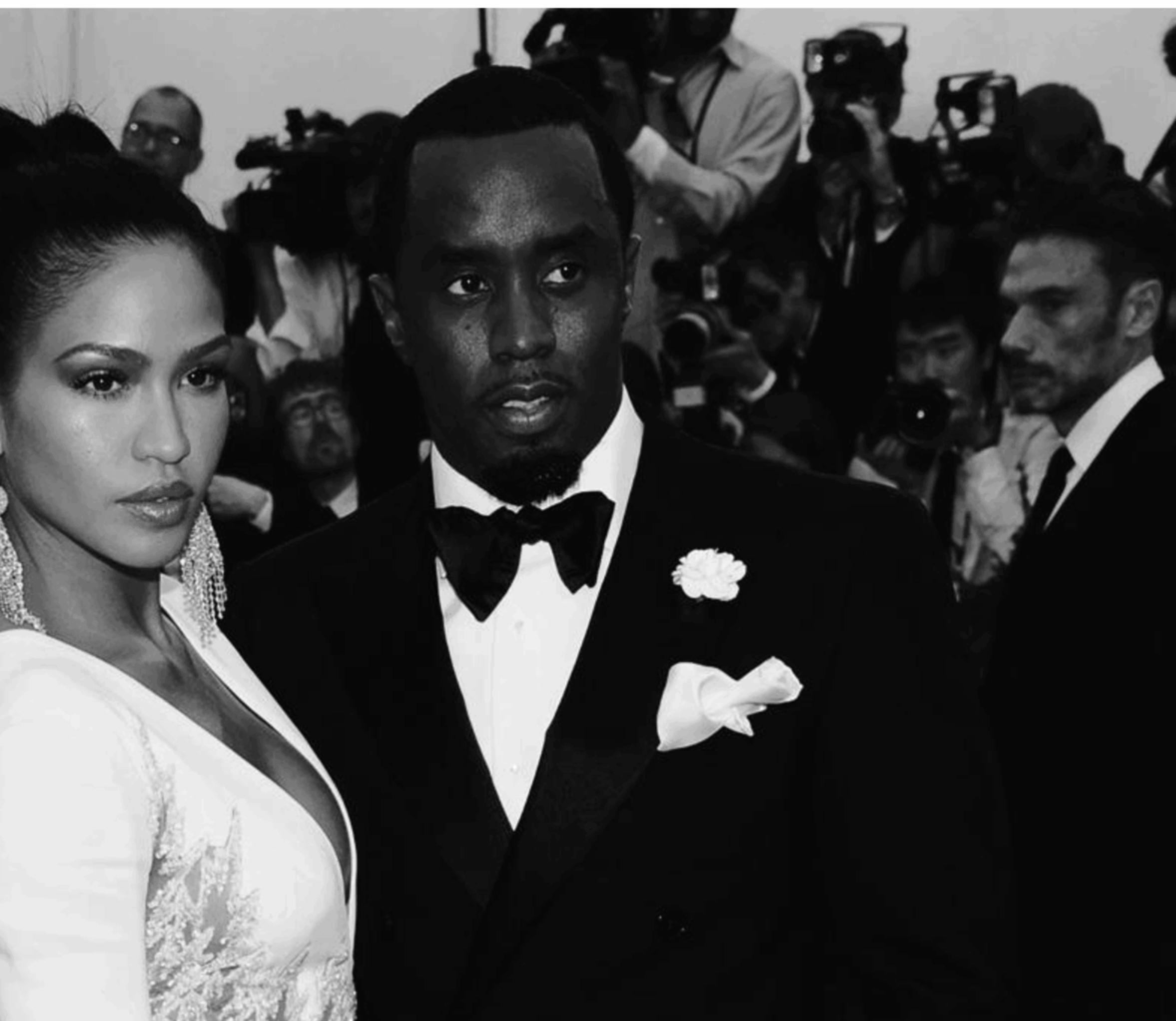
La défense traîne en longueur car elle tente de démontrer le consentement de la victime. L'un des avocats questionne la crédibilité de Daniel Phillip, l'un des gigolos chargés des rapports sexuels avec Cassie, qui dit avoir été effaré de voir Combs frapper sa compagne, la laissant tremblante et apeurée. «Vous aviez une attirance personnelle pour elle, hein?» lui demandent-on. Ses collègues déroulent à l'écran une décennie de textos et de



courriels ruisselant d'impatience érotique de Cassie et d'appels aguichants de Diddy avant leurs marathons sexuels. La stratégie est complexe. Anna Estevao, avocate de Combs, a d'emblée décrit Casandra, comme trois autres participantes des *freak offs*, comme «solide et décidée». Elle tente au mieux de dépeindre comme une partouzeuse enthousiaste et consentante une femme qui, des années après des faits aujourd'hui inexplicables, apparaît plutôt pétrifiée de gêne et d'émotions.

ENTREPRISE CRIMINELLE ORGANISÉE

Le juge a même refusé une requête de la défense qui souhaitait que Cassie s'assoie dans le box des témoins avant l'entrée des jurés, afin de limiter leur vision de son ventre rebondi. La chanteuse répond lagoniquement par l'affirmative quand on lui demande si, jusqu'à sa rupture avec Combs en 2018, elle se soumettait à ses fantasmes par crainte de perdre l'attention d'un infidèle insatiable. Mais elle admet ses craintes de l'époque sur les conséquences qu'aurait eues son éventuelle rébellion. On l'interroge sur leurs jalouses réciproques, son tempérament – peut-être elle,



Cassandra «Cassie»
Ventura et Sean «Diddy»
Combs au Met Gala
de 2015, à New York.
PHOTO CHARLES SYKES. AP

phonique «spécial Diddy» dans le Montana, qui aurait déjà reçu, selon ses dirigeants, plus de 26 000 appels. Des dossiers qui écrasent un peu plus, chaque jour, la réputation du roi Diddy.

NOUVEAU #METOO DE L'INDUSTRIE MUSICALE

A New York, des «sitters» passent la nuit à l'angle de Worth Street, près du tribunal fédéral, pour garder les places dans la file d'attente aux dizaines de journalistes ou de particuliers en quête de sièges dans le prétoire. Le procès de Sean Combs incarne pour beaucoup l'instant historique d'un nouveau #MeToo du business musical, largement épargné depuis l'apogée du mouvement en 2018, hormis la condamnation à trente ans de prison, en 2022, de R. Kelly, star du r'n'b, pour abus sexuels sur mineurs, et les plaintes contre les artistes Marilyn Manson et Ryan Adams.

A la table des prévenus, Sean Combs, un titan du hip-hop aux 500 millions de disques vendus, qui pesait 1 milliard de dollars à son apogée en 2000, dément sa déchéance par des conciliabules empreints d'autorité avec ses avocats, par des signes à sa mère et ses trois fils assis derrière lui. Ses cheveux blancs, sa mine bouffie et vieillie parsa détention à la prison fédérale de Brooklyn, annoncent la mort d'un mythe.

Bien avant de le déclarer coupable, ou non, d'entreprise criminelle, l'accusation démonte sa stratégie maîtresse, celle du contrôle permanent et absolu. A 19 ans, en 2006, Casandra Ventura était une mannequin prometteuse de l'agence Wilhelmina, dont la première chanson, *Me&U*, produite par le label Bad Boys, était restée au sommet des charts américains pendant plus de six mois, en partie grâce à la promotion assidue de Sean Combs. Ce dernier, dans la foulée, l'avait liée au label par un contrat de dix albums, une longueur inédite dans le métier à l'époque. Une cage dorée? Cassie a rappelé au tribunal que dès les débuts de sa liaison avec Combs, elle avait vu ses enregistrements en studio se réduire à des «semblants de travail» jamais suivis d'albums, et son rôle principal se limiter peu à peu à sa participation aux frénésies sexuelles de son amant et patron. «Il contrôlait entièrement ma vie», a-t-elle répété à plusieurs reprises lors de l'audience. Avant de quitter la salle, sans lui adresser un regard. ■

«Une thérapie contre le traumatisme pour mettre fin à la honte et à la culpabilité.»

Cassandra Ventura durant son audience, à propos de sa plainte pour violence et abus sexuel

contre son ancien mentor. «*Une thérapie contre le traumatisme*, a-t-elle confié à l'audience, qui justifie aussi son témoignage d'aujourd'hui, pour mettre fin à la honte et à la culpabilité.»

Ses avocats avaient contacté Sean Combs quelques mois auparavant, pour demander un dédommagement de 30 millions de dollars, et lui faire parvenir les premiers chapitres d'un livre de la chanteuse, décrivant leur relation passée. En vain. Cassie a finalement déposé son recours civil en septembre de cette année-là, quelques jours avant la date limite de prescription. Sean Combs a cédé en moins de vingt-quatre heures, payant 20 millions

aussi, violente? – ; sur les monceaux de kétamine, d'hallucinogènes, de cocaïne et d'ecstasy qu'ils partageaient jusqu'au délire. La défense de Combs pousse au bout sa logique: les *freak offs*, les coups, les humiliations auraient relevé de leurs choix d'adultes et de leur vie de couple «peu conventionnelle». Cassie les aurait décidés, organisés autant que lui, quand bien même Combs en chorographiait le moindre détail fétiche, du choix des chandelles aux titres d'huile dont devaient s'enduire tous les participants. Au soir de l'audience du jeudi, elle fond en larmes.

L'enjeu de l'interrogatoire est vital. Sean Combs n'a pas été arrêté en septembre dernier en raison de ses rituels déments, ni pour des faits de violence conjugale, déjà traités par un tribunal civil. Les procureurs fédéraux ne s'intéressent à ces abus que parce qu'ils prouveraient que la protégée de Diddy, comme trois autres femmes connues des enquêteurs et bientôt entendues comme témoins, ont été forcées, par la violence physique, le chantage à l'aide des vidéos des orgies, et les menaces sur leurs carrières, de subir ses pulsions tordues. La coercition constitue l'élément clé de l'accusation de trafic sexuel.

PLAINTES AU CIVIL PAR DIZAINES

Le procès pourrait durer deux mois, durant lesquels les deux camps brasseront, revisiteront en détail des faits connus de longue date, objets de trois documentaires à scandales et d'échanges frénétiques sur Twitter, devenu X. Diddy, le génie du marketing du hip-hop, le richissime fondateur du label Bad Boys, adulé par le gotha de Los Angeles et New York, aurait pu, une nouvelle fois dans une carrière ponctuée d'invisibles violences, profiter de son éternelle impunité si Cassandra Ventura n'avait décidé, en septembre 2023, de porter plainte au civil pour violence et abus sexuel

de dollars à Cassie pour clore et étouffer l'affaire. Mais la justice pénale s'est immédiatement emparée du dossier. La litanie des *freak offs*, la multitude d'incidents étouffés, révélaient aussi, aux yeux des enquêteurs du FBI, un mode opératoire criminel.

Car en marge du procès fédéral, Combs est visé par près d'une soixantaine de plaintes civiles pour des faits survenus depuis plus de trente ans. Trois hommes, pour certains ses employés, assurent avoir été drogués à leur insu et violés par le producteur dans des suites d'hôtel de New York et dans sa résidence estivale des Hamptons, sur Long Island. Un avocat de Houston représente à lui seul quarante plaintes, des mannequins, des employées de la chaîne MTV, des studios Bad Boy, décrivant pour beaucoup d'entre eux les mêmes boissons traîquées et servies dans les soirées, les viols en réunion, les attouchements sexuels imposés à des hommes et des femmes. «*Reciprocity Industries*», une firme spécialisée dans la collecte des plaintes civiles de victimes de catastrophes naturelles, de pollutions industrielles ou chimiques, et un temps, des abus sexuels commis par des membres du clergé, a ouvert un standard télé-

Par

ARNAUD VAULERIN

Envoyé spécial

à Kamping Chhnang (Cambodge)

Contre toute attente, ils sont aujourd'hui heureux, souriants et aimants. Le bonheur ne se conjugue pas souvent au futur. Pour eux, c'était plutôt l'enfer qui leur était promis, il y a cinquante ans au Cambodge. Bou Phoun et Khem Saron étaient forcés de se marier. Pas vraiment pour le meilleur, assurément plus pour le pire. Ils ont pu y échapper.

Dans leur projet radical d'édifier une nouvelle société au service de l'Angkar – la toute-puissante et secrète organisation qui masquait le Parti communiste du Kampuchéa –, les Khmers rouges contraignaient des hommes et des femmes, ou des filles, à se marier entre eux, parfois entre le peuple nouveau – à rééduquer – et le peuple ancien ou avec les hommes de Pol Pot. Ils tenaient à «accroître le plus vite possible le nombre de Cambodgiens» afin que ce «petit pays peu peuplé» ait «20 millions d'habitants dans les dix années à venir», clamait la propagande du régime, dès les années 1975-1976.

Au lieu de cela, ils ont exterminé près de deux millions de personnes en moins de quatre ans. On ne connaît pas avec précision le nombre de personnes ainsi forcées, mais les chercheurs estiment qu'entre 250000 et 500000 Cambodgiens ont pu être victimes de ce que la justice a qualifié de crimes contre l'hu-



Khem Saron et Bou Phoun dans leur maison. PHOTO A.V.

manité. Certaines de ces unions ont mené à des viols, des actes de torture et des agressions. Après la chute du régime khmer rouge en 1979, la majorité de ces couples se sont séparés.

Unis sous le patronage de l'Angkar, Bou Phoun et Khem Saron, eux, sont restés ensemble. Ont-ils trouvé l'amour? La question est probablement trop frontale. «On se respecte beaucoup l'un et l'autre, on s'écoute, sourit Khem Saron en enveloppant du regard son mari. Il n'a jamais été violent avec moi. Nous ne nous sommes jamais disputés.» Avec sérénité,

il acquiesce en clignant des yeux gris-vert: «On a appris à s'aimer, tout doucement.» Ils sont tous les deux d'un calme et d'une bienveillance qui apaisent et forcent le respect. Ensemble, ils ont eu cinq fils, deux filles et 16 petits-enfants. Une partie est d'ailleurs là, qui joue avec les chiens, le vélo, et dans les courants d'air des ventilos. En cette fin d'après-midi torride d'un dimanche de la fin février, Khem Saron, 68 ans, et Bou Phoun, 72 ans, reviennent des champs et de la riziére. Ils vivent aujourd'hui dans une haute et belle maison aux murs

bleus. Elle est posée aux abords d'une piste arborée dans le paisible hameau de Knong, non loin de Kampong Chhnang. Dans l'ombre de la bâtie, il y a un abri de bois sur pilotis, ouvert aux vents. C'est là qu'ils se posent après s'être débarbouillés, et racontent leur histoire. Quand les hommes de Pol Pot ont pris le pouvoir en avril 1975, Khem Saron avait 18 ans et Bou Phoun, 22. Ils vivaient déjà dans la région de Kampong Chhnang. «L'un de mes oncles travaillait pour les Khmers rouges. Il avait une liste de noms avec des gens à marier. C'est lui qui formait des couples», se souvient Phoun. Dans le courant de l'année 1977, son oncle veut le marier. «Il est venu voir mes parents et leur a dit de me convaincre. Puis il s'est adressé à moi pour me dire que je devais accepter, que je n'avais pas le choix», complète Saron.

Mais elle ne veut pas entendre parler de mariage. «Je n'avais pas d'amoureux et, franchement, pas la tête à ça, explique-t-elle. J'avais faim, j'étais crevée, stressée. On vivait sous pression permanente. On travaillait très dur.» L'un et l'autre appartiennent à cette catégorie de Cambodgiens, dans la force de l'âge (14-30 ans). Constitués en unité, ils sont particulièrement sollicités pour les chantiers titaniques (barrages, canaux, etc.) et appelés à relever les défis fous, à tenir les cadences infernales et les objectifs délirants de production et de construction de l'Angkar. Les journées de travail commencent tôt le matin, finissent tard le soir avec, dans le meilleur des cas, deux maigres repas. Le tout sous surveillance des hommes de Pol Pot et avec des réunions régulières d'autocritiques et de rééducation le soir.



Cérémonie expéditive

Le problème de Khem Saron est qu'elle a déjà dit non à au moins trois reprises. Souvent, ceux qui refusaient un mariage se condamnaient à mort. Elle a eu de la chance. «J'ai été menacée d'être frappée à plusieurs reprises, mais les gens du village me protégeaient.» Le répit est de courte durée. Les Khmers rouges finissent par avoir le dernier mot à la fin de 1977. «J'ai donc été forcée à me marier.» Phoun, son futur époux, connaissait de vue sa future épouse. «Mais je ne voulais pas non plus, je n'avais pas prévu de me marier», dit cet homme posé, à la voix douce et à la peau tannée par l'air des champs. La cérémonie est organisée par l'Angkar. Elle est collective, expéditive et surtout pas religieuse. Les Khmers rouges ont rassemblé 30 couples ce matin-là, dans une salle de classe.

«C'était comme si l'instituteur nous mariait», poursuit Khem le regard perdu.

Avec leur obsession maladive et paranoïaque du secret, les Khmers rouges interdisent aux futurs mariés d'inviter des témoins, des amis ou de la famille. Tous ces liens

avaient de toute façon été brisés par les Khmers rouges au nom de la condamnation de la vie bourgeoise, religieuse et familiale. Et pour refonder une nouvelle société. Les hommes se tiennent dans un couloir, les femmes dans un autre. A tour de rôle, les époux sont appelés dans le hall principal. Ils arrivent devant une table décorée d'une seule fleur. «Acceptez-vous de vous épouser et de prendre soin l'un de l'autre?» leur demande un Khmer rouge. «C'était impossible de dire non. Des soldats attendaient derrière la porte, prêts à emmener ceux qui auraient refusé», fait remarquer Phoun.

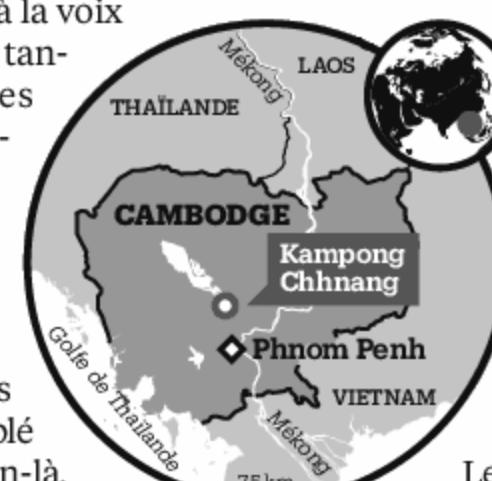
Pas de robe de mariée: les habits sont noirs et les chaussures des sandales Ho Chi Minh en caoutchouc. Les époux échangent-ils un baiser? «Mais non, éclate de rire Saron. On devait seulement se tenir par la main, du bout des doigts», raconte-t-elle en mimant la scène avec son mari, cinquante ans plus tard. Cette cérémonie ne durait même pas deux minutes, puis chacun rejoignait son groupe de départ.» Pas de photo de

•••

MARIÉS DE FORCE PAR LES KHMERS ROUGES

«On a appris à s'aimer, tout doucement»

Khem Saron et Bou Phoun avaient à peine 20 ans quand ils ont été contraints par le régime de Pol Pot de se marier, en 1977 au Cambodge. Près de cinquante ans plus tard, ils sont toujours ensemble et ont fondé une famille.



75 km



Lors de leur cérémonie de mariage, en 2014. ●●● mariage: les Khmers rouges avaient interdit les images, en dehors de celle de la propagande. Et pas de document officiel. Le culte des morts, en effet. Ainsi, de la mort

PHOTO A.
VAULERIN

●●● mariage: les Khmers rouges avaient interdit les images, en dehors de celle de la propagande. Et pas de document officiel. Le culte du secret, encore. Arrive le banquet. «*Je me souviens du porc au caramel, des desserts, du riz en quantité, de ce repas pris entre couples et Khmers rouges. Pour une fois, on a pu manger à volonté. Mais il y avait beaucoup de pleurs, moi y compris. Avant les Khmers rouges, le mariage était une grande fête de famille joyeuse, avec les amis. Mais, là, on était seuls.*» Son mari, d'une voix éteinte: «*J'étais triste, mes parents n'étaient pas là.*» Puis, les nouveaux mariés reçoivent en cadeau un krama, le foulard traditionnel khmer, un chapeau de paille pour travailler et ont droit à trois jours de repos. «*C'était notre lune de miel*», décoche Saron, le regard rieur. Ils sont auto-

«Avant les Khmers rouges, le mariage était une grande fête joyeuse. Mais là, on était seuls.»

Khem Saron

risés à rendre visite à leurs parents qui n'avaient pas été informés de la cérémonie. Après, «*c'est retour à l'enfer: pas assez à manger, trop de travail et les pressions*», raconte Phoun. Dès le premier soir, ils dorment ensemble. Les Khmers rouges donnaient souvent trois jours aux nouveaux époux pour consommer le mariage. Pour s'en assurer, ils envoyaient des espions – souvent des enfants, les «chlop» – écouter et scruter les faits et gestes la nuit aux abords des maisons. Si les mariés ne s'exécutaient pas, ils risquaient la mort. Est-ce parce qu'ils avaient un Khmer rouge dans leur famille ? Toujours est-il que Bou Phoun et Khem Saron n'ont pas eu à subir ces tracasseries et ces menaces.

Mémoire et réparation

D'autres ont été bien moins lotis. Des femmes, parfois belles et jeunes, ont été contraintes d'épouser des hommes âgés, parfois estropiés, violents. Certaines ont été battues et violées par leur mari, comme l'a raconté le documentaire – poignant – *Noces Rouges* de Lida Chan et de Guillaume Suon, en 2012. Il s'intéresse à l'histoire de Pen Sochan, mariée de force à l'âge de 16 ans à un soldat Khmer rouge. Après trente ans de silence, elle a décidé de se porter partie civile devant les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Celles-ci ont condamné Khieu Samphan, qui était chef d'Etat sous les Khmers rouges, pour génocide et crimes contre l'humanité. Il a notamment été reconnu coupable d'avoir imposé des mariages forcés à la population.

Phoun et Saron ont réussi à s'extirper de cette funeste histoire et de cette terreur khmère rouge. En 1978, leur premier enfant est né. Quand le régime de Pol Pot a été chassé du pouvoir par l'armée vietnamienne en janvier 1979, ils ont pu retrouver leurs proches. Lui a perdu un frère, tué par les Khmers rouges. Elle, personne. Sur les trente couples mariés en 1977, seul trois sont restés unis, dont celui de Saron et Phoun. «*Nous avons eu de la chance*, conclut, émue, Saron. *Nous continuons à vivre ensemble, nous avons récolté le riz ensemble aujourd'hui.*» Ils se sont même remariés, comme pour effacer le triste précédent de 1977. L'excellente initiative en revient à l'ONG Youth For Peace et à son énergique directeur Man Sokkoeun, engagés dans un remarquable travail de mémoire et de réparation. Au plus près des gens, des survivants, dans les communautés villageoises et en mélangeant les générations. Phoun a fait sa demande en mariage. Il a dû insister. Comme il y a près de cinquante ans, sa femme ne voulait pas.

Elle a finalement accepté. La vraie cérémonie a eu lieu en 2014. Toute la famille, tous leurs enfants et petits-enfants, les amis, les voisins étaient présents. Les deux époux avaient loué un bel habit traditionnel khmer de mariage et organisé un repas. Tout le contraire de la précédente cérémonie. «*Et cette fois, nous avons eu notre photo*, rit Saron. *Et c'était vraiment joyeux.*»

LYON CLIMAT TOUR

DJ set Molécule Débats Agnès Buzyn, Etienne Klein, Marie-Charlotte Garin, Robert Vautard, Vinz Kante, Quentin de La Vie partout, Loup Espargillière, Thomas Huchon et le service Checknews de Libération Lieu H7

**23/24
mai**



Gratis

sur inscription

PÉNURIE DE PSYCHOTROPES

«J'ai ressenti tous les effets du manque»

Depuis plusieurs mois, l'Agence nationale de sécurité du médicament alerte sur les tensions d'approvisionnement des traitements prescrits dans le cadre de maladies psychiques. Des solutions de substitution existent, mais non sans conséquences. Des patientes témoignent de leur quotidien chamboulé.

Par
BAYA DRISSI
Photos **DENIS ALLARD**

En début d'année, les allers-retours à la pharmacie ont rythmé les journées de Floriane. Objectif : obtenir de la quetiapine, une molécule qui permet notamment de traiter la schizophrénie, la bipolarité et les troubles de la personnalité borderline, principalement commercialisée en France sous le nom de Xeroquel, frappée par une pénurie. «*On me donnait dix comprimés, mais puisque j'en prends trois de 50 mg tous les soirs, en trois jours, je n'avais plus rien. C'était du dépannage*», raconte cette femme bipolaire de 31 ans originaire de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Les pharmacies sont en effet soumises à un système de quotas depuis la mi-février et ont l'obligation de délivrer exclusivement à l'unité ou à la plaquette la quetiapine 50 mg, le dosage le plus consommé. Après trois mois difficiles, la situation s'est un peu améliorée. Floriane peut désormais compter sur la préparation magistrale (fabriquée sur-mesure en pharmacie) de quetiapine, autorisée par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) également depuis mi-février. Une décision étendue, depuis le 13 mai, à la sertraline – un antidépresseur commercialisé sous le nom de Zoloft –, mais qui suscite les

critiques des pharmaciens en raison d'un prix de vente jugé «trop faible». Ces mesures visent à faire face aux tensions d'approvisionnement et ruptures de stocks, depuis le début de l'année, de quatorze psychotropes, parmi lesquels se trouvent également les traitements à base de sel de lithium, venlafaxine, rispéridone et méthylphénidate. Pas de quoi, toutefois, résoudre tous les problèmes des patients.

Avec la préparation magistrale, Floriane dispose d'une forme médicamenteuse dite en «libération immédiate», qui remplace la forme plus commune, la «libération prolongée», et entraîne un mode d'action

très rapide, dont les effets durent moins longtemps. «*C'est mieux que rien*», philosophé cette femme sans emploi, mais les effets sont difficiles à supporter : «*Ça ne me couvre pas toute la nuit, donc j'ai des réveils nocturnes et le matin, je suis systématiquement angoissée.*» Autre inconvénient : toutes les pharmacies n'ont pas les ressources matérielles et humaines pour préparer ce traitement. La trentenaire continue donc de se rendre dans plusieurs officines. «*Je fais au total trois pharmacies : dans une première, je prends une partie de mon traitement, dans une deuxième, je récupère la préparation magistrale de quetiapine et*



Quatorze psychotropes sont touchés par des pénuries.



Anne, 28 ans,
à Paris, mardi.

trale par risque de ne pas la tolérer», indique-t-elle. Même difficulté pour Clara, 20 ans, qui prend 400 mg chaque soir pour son trouble de la personnalité. L'enjeu pour ces patientes est de s'épargner l'arrêt ou le changement brutal de traitement. «Si on casse ma routine, je vais être envahie d'angoisses, avec un repli sur moi-même. Je vais être irritée et beaucoup ruminer. Et puis ça peut me mettre en rupture totale avec ma vie. Si demain, je ne peux plus me lever, comment je fais?» redoute la trentenaire sans emploi, récemment devenue mère. Son psychiatre lui recommande de poursuivre son traitement «coûte que coûte». «Il a vu l'état catastrophique dans lequel j'étais avant, comparé à aujourd'hui, comment ma vie a évolué. Si je n'ai plus ce médicament, c'est un retour en arrière énorme.» Difficile à envisager également pour Clara: «Sans traitement, c'est impossible de continuer à avoir une vie normale, d'aller au travail.» Actuellement en deuxième année d'étude pour être éducatrice spécialisée, elle travaillait il y a peu dans une Maison d'enfants à caractère social. «Le contexte y est très, très dégradé, autant pour les enfants que pour les professionnels. Les situations stressantes peuvent contribuer aux sautes d'humeur», rapporte l'étudiante grenobloise.

«SI JE RATE UN SEUL JOUR, JE SUIS MALADE»

Sans ce régulateur de l'humeur, Anne peut quant à elle réagir de «manière excessive». «Une petite contrariété peut m'amener à faire une tentative de suicide. Et le traitement est tellement fort que si je rate un seul jour, je suis malade tout de suite. Dans les débuts, ça m'est arrivé d'oublier de le prendre et au vu des effets, maintenant, je ne rate pas un jour! Passer par un sevrage à cause d'une pénurie, c'est difficile à imaginer.»

Capucine, 23 ans, souffre d'un trouble de la personnalité borderline et n'a pas pu échapper au sevrage. La jeune femme sans emploi réside à la campagne, près de Nîmes, et s'est retrouvée sans traitement du jour au lendemain. «Un sevrage forcé, brutal, regrette-t-elle. J'ai ressenti tous les effets du manque: vomissements, sueurs nocturnes, angoisses, maux de tête et de ventre.» A tel point qu'en février, elle est contrainte de se rendre aux urgences psychiatriques. Son médecin lui prescrit alors de l'olanzapine, à défaut des 600 mg de quétiapine qu'elle prenait au quotidien depuis quatre ans. Mais la jeune femme tolère très mal ce nouveau médicament, qu'elle alternera plus tard avec de la quétiapine en libération immédiate. «Un autre échec», décrit Capucine. Avec tous ces changements, elle vit dans l'angoisse pendant deux à trois mois, en plus d'avoir des difficultés à dormir et à contrôler ses émotions. «Je faisais des crises de spasmophilie très sévères le soir, j'en pleurais. On a dû me remettre sous Xanax à cause des crises d'angoisse, alors que ça faisait deux ans que je n'en avais pas pris.

«La santé mentale est la priorité, mais à côté, il n'y a plus de médicaments, plus de psychiatres, les structures ferment.»

Floriane bipolaire

C'était extrêmement dur à gérer et ça a beaucoup atteint mon copain, avec qui je vis», confie-t-elle.

Aujourd'hui, Capucine va un peu mieux. Depuis un mois, elle réussit à se procurer de nouveau de la quétiapine en libération prolongée. Tout comme Clara, «dorénavant, j'appelle la pharmacie une semaine avant la fin de ma boîte pour qu'ils en mettent une de côté», explique-t-elle. De son côté, Anne prend rendez-vous chez son psychiatre avant l'échéance de renouvellement de son ordonnance, pour s'éviter les mauvaises surprises. Les patients ne sont pas les seuls à s'inquiéter des pénuries.

Des psychiatres ont tiré la sonnette d'alarme dans une tribune publiée dans *le Monde*, le 15 avril, affirmant que «chaque rupture de traitement est susceptible de provoquer des décompensations aiguës, des souffrances psychiques insupportables, et surcharge davantage des services psychiatriques déjà saturés. On estime qu'environ 20% des patients

bipolaires non traités décèdent par suicide». Peu de temps après, le 24 avril, un collectif de syndicats de praticiens hospitaliers dénonçait dans un communiqué «une situation intenable». La trentaine de signataires demande que les causes de la pénurie soient «clairement identifiées» et appelle «les autorités sanitaires, les laboratoires pharmaceutiques et les décideurs politiques à prendre des mesures urgentes pour résoudre cette crise».

«POURQUOI NOUS LAISSENT-ILS TOMBER?»

La fabrication de quétiapine, prescrite à 250 000 patients en France, a connu un coup d'arrêt l'été dernier en raison d'un défaut de qualité identifié dans l'usine grecque de Pharmathen International, qui fournit 60% du marché français. Elle «n'a pas encore retrouvé un niveau normal», selon l'ANSM. La sertraline, elle, pâtit de «problèmes temporaires de production des laboratoires concernés dans un contexte de consommation croissante depuis plusieurs années», indique l'agence du médicament Quant au sel de lithium, le laboratoire français Delbert, qui le commercialise sous le nom de Téralithe, est confronté à des problèmes de conformité de la matière première du médicament. En six ans, le nombre de médicaments en tension ou en rupture d'approvisionnement signalés à l'ANSM a été multiplié par sept, passant de 700 cas en 2018 à 4 925 en 2024.

Lorsque Capucine s'est retrouvée sans traitement, ça a été «un choc». Tout comme Anne, Clara et Floriane, elle se réjouissait d'avoir enfin trouvé un médicament qui stabilise son état. Puis est venue la colère. «Pour avoir fait beaucoup d'hôpitaux psychiatriques, de cliniques, essayé plein de traitements, je vois que le système de santé mental est abandonné», dénonce-t-elle. *Dans les hôpitaux où je suis allée, il n'y avait même pas de sonnette d'alarme dans les chambres pour appeler en cas de souci.» Aux yeux de Floriane, ces pénuries sont une injustice: «On retire des chances énormes à des personnes qui pourraient s'en sortir. Pour moi, c'est enfoncer les gens. Pourquoi nous laissons-ils tomber? Normalement, cette année, la santé mentale est la priorité, mais à côté, il n'y a plus de médicaments, plus de psychiatres, les structures ferment.»*

Clara, future éducatrice spécialisée, constate elle aussi, tant sur le plan personnel que professionnel, à quel point les troubles psy peinent à être pris en charge. «Parmi tous les gens avec qui je travaille, entre autres des jeunes ayant des pathologies psychiatriques, j'ai le sentiment qu'aucun n'est pris au sérieux. Pour avoir déjà composé le numéro de prévention du suicide, le 3114, il faut attendre de longues minutes. Des fois, ils ne répondent même pas ou alors on est très mal reçu, déplore-t-elle. C'est plus qu'un loupé, les gens ne comprennent pas ce que sont les maladies psy.» ◀

Libération



Elections en Roumanie: Decathlon a-t-il appelé ses salariés à voter pour Nicusor Dan, le nouveau président?

Non, Emmanuel Macron n'a pas caché de la cocaïne prise avec Friedrich Merz et Keir Starmer dans le train pour Kyiv

Xavier Dupont de Ligonnès : comment la traque en ligne d'Aqababe a alimenté le harcèlement d'un streamer

Check News
LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

Vous demandez
nous vérifions

Le moine excommunié, la «maison de fous» et les lingots de brebis

Par

MARIE PIQUEMAL

Envoyée spéciale dans l'Hérault

Photos **DAVID RICHARD**

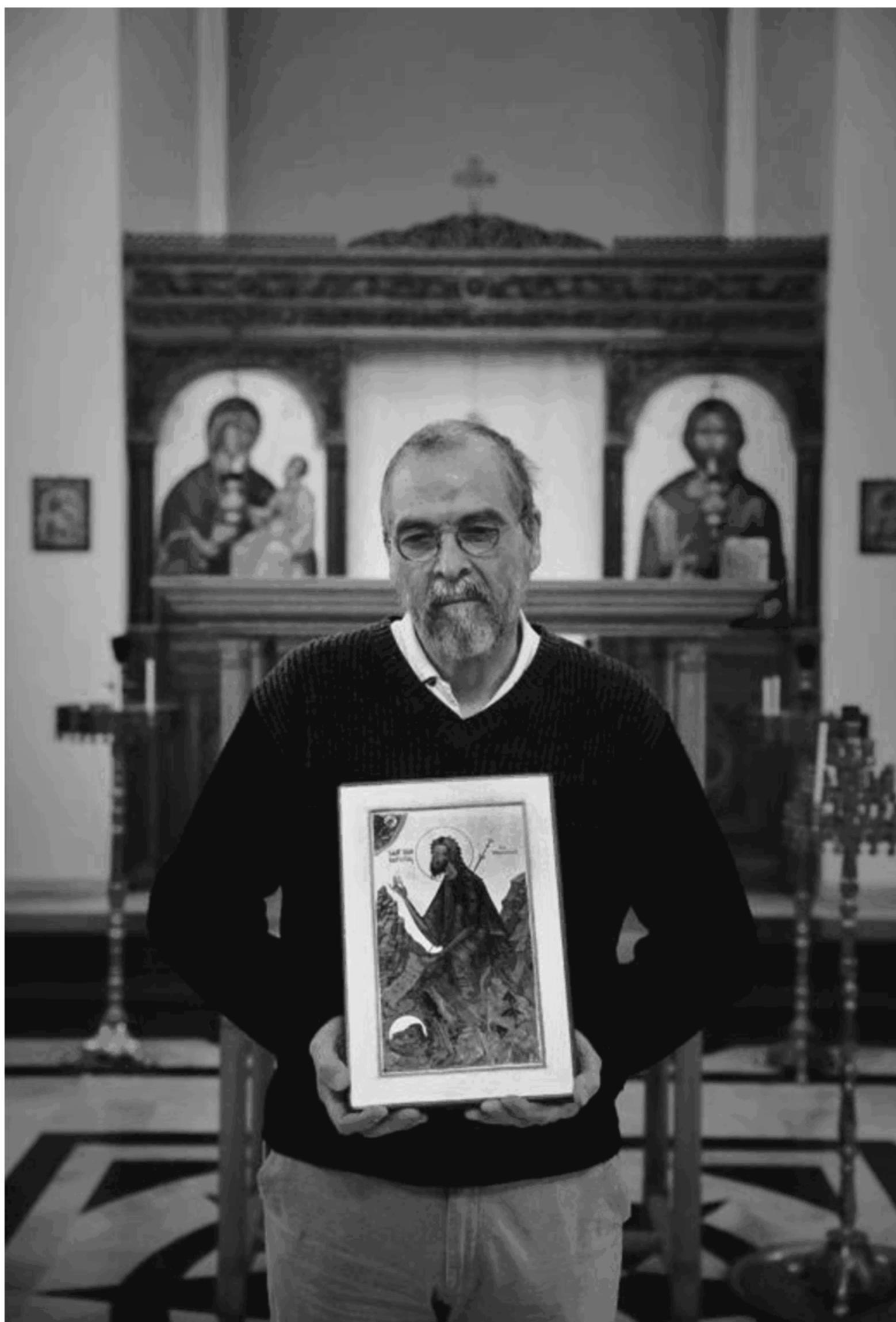
Coup du sort, nous voici devant le monastère en même temps que la Kangoo jaune de la Poste. Le recommandé vient de la capitale: le père Gabriel, 65 ans et en savates, apprend sous nos yeux son excommunication. Interdiction de célébrer la messe ou de conférer quelconque sacrement. L'enveloppe provient du métropolite Dimitrios, le big boss de l'Eglise grecque orthodoxe en France, qui l'accuse, entre autres, de «*violation du vœu de chasteté, fornication, actes contre nature, mensonge et fraude, scandale causé à la conscience des fidèles*». Ambiance.

La végétation dans ce coin de l'Hérault a une pêche d'enfer. Le devant de porte aurait bien besoin d'un coup de tondeuse. Sur la façade, à côté de la sonnette, une cigale en céramique, comme sur les maisons en bord de plage. Voilà presque dix ans que le père Gabriel vit en solo dans les 2130 mètres carrés du monastère orthodoxe de Saint-Nicolas de la Dalmerie. Il est même l'unique habitant de ce hameau, rattaché à la commune de Joncels, à 60 kilomètres de Béziers. La dernière voisine, Gabrielle Goudal, est partie l'été dernier à 103 ans. Elle aurait eu beaucoup à raconter. A la grande époque, dans les années 80, ils étaient sept moines à Saint-Nicolas. Quatre sont morts, l'un serait en prison et l'autre en soins psychiatriques. «*Une maison de fous*», ponctue le père Gabriel. Depuis qu'il est tout seul, il vit sa meilleure vie. Il continue les prières et la théologie, les peintures d'icônes au jaune d'oeuf. Mais va aussi au club d'escalade, à ses cours de piano, et... à ses séances chez le psy à cause de *Libé*.

En septembre 2022, nous avions raconté le passé trouble de ce monastère, où trois frères aujourd'hui quinqua, les Bepoldin, dénonçaient des agressions sexuelles et des viols lorsqu'ils étaient enfants pendant trois étés, de 1978 à 1980. «*Des grains de sable comme il en existe tant... Ces voix que personne n'entend*», relevait alors l'amoureuse du cadet, étonnée que l'on s'intéresse à ces trajectoires d'inconnus. Ces vies à se bagarrer pour ne pas sombrer, à ruser pour maintenir un couvercle sur le passé jusqu'à ce qu'il pète au visage. Et

ENQUÊTE

A Joncels, le dernier occupant d'un monastère à l'histoire trouble y gère une fromagerie prospère. Excommunié par sa hiérarchie, il campe sur sa position, refusant de partir ou d'indemniser trois frères, victimes d'anciens moines accusés de viols et agressions sexuelles.



Le père Gabriel, le 2 mai, avec une icône peinte par ses soins, au monastère de Joncels.

ce besoin, qui devient vital avec le temps, d'une reconnaissance même symbolique. Les faits sont en effet prescrits et les deux moines visés par les accusations, Benoît Dupuis-Pugliese et Marc Renaud-Bezot, sont morts. Le père Gabriel, lui, n'est pas mis en cause par les trois frères. En 2022, il disait n'avoir été témoin de rien, mais les croire sur parole, les faits lui paraissant «vraisemblables» vu la personnalité de ces anciens chefs et colocs.

«Humiliation»

La médiatisation de cette histoire a secoué l'Eglise orthodoxe grecque, dont dépend ce monastère. Une commission d'enquête indépendante a été mise sur pied fissa, sur le modèle des cathos, promettant lumière et réparation. Un espoir pour les frères Bepoldin, une épreuve aussi: «*Se livrer devant des inconnus quand on essaie d'enfouir depuis toujours... Les semaines qui ont suivi ont été très éprouvantes*», témoigne aujourd'hui Christophe, l'aîné. Il ne veut pas être plaint, mais que l'on mesure «*l'humiliation supplémentaire aujourd'hui*» pour eux trois. L'information, tombée début mai, les a mis à terre: l'Eglise orthodoxe ne leur versera pas un centime. La commission avait pourtant préconisé une indemnisation, et un accord avait d'ailleurs été trouvé, du moins avec les deux plus jeunes. «*Ils nous avaient promis 20000 euros de dédommagement. C'était peu pour une vie massacrée, mais j'avais à cœur que ça se termine, ni dans le chaos ni dans la colère*», exprime Damien, le plus jeune des trois. Depuis la nouvelle, ses nerfs sont sur le gril, et son frère Boris menace d'entamer une grève de la faim. Leur avocat, Jérôme Bouricard, n'y comprend rien non plus. «*Pourquoi ne pas leur donner cette somme symbolique pour clore le sujet?*» Dans sa lettre du 2 mai, le chef des orthodoxes écrit – avec *Libé* en copie! : «*Il s'avère que dans le cadre civil et conformément au régime légal des congrégations [...], la métropole de France [juridiction géographique orthodoxe, ndlr] n'a jamais disposé d'aucun pouvoir légal, administratif ou économique sur le monastère de la Dalmerie.*»

L'autorité serait donc «juste» spirituelle, l'Eglise pouvant excommunier le moine, mais rien de plus? Dans ce cas, pourquoi ne pas les indemniser en tant qu'institution religieuse? Contacté, le secrétariat de la métropole envoie paître avec des gants: «Son



La lettre d'excommunication du père Gabriel.



Les bâtiments du monastère et de l'église de Saint-Nicolas de la Dalmerie, à Joncels, le 2 mai.

Eminence Monseigneur Dimitrios ne s'entretient pas avec les représentants des médias par voie téléphonique. Il n'a pas été possible, pour l'heure, d'obtenir un rendez-vous en chair et en os.

«Violeur d'âmes»

Dans l'Hérault, l'accueil est, en revanche, cordial. «Vous tombez à pic. Maintenant que je suis libéré de mon devoir de réserve, j'ai beaucoup à dire», avance le père Gabriel, en empilant un genou sur l'autre. Il ne ressemble pas du tout aux moines de la pub sur le Chaussée aux moines. Grand, avec des cheveux, un pantalon en toile. Rien à voir non plus avec son prédécesseur, l'archimandrite Benoît qui a fondé le monastère et est accusé de viol par l'aîné des Bepoldin. Sur le portrait encadré au-dessus du piano, son œil est noir à filer des cauchemars, avec un couvre-chef le grandissant de 20cm et la soutane que l'on devine jusqu'aux orteils.

Rictus amusé du survivant: «Depuis que je suis seul, je me suis libéré de certaines règles, notamment vestimentaires.» Jusqu'à ses 40 ans sonnés, le moine Gabriel assure ne pas avoir quitté le hameau sans avoir été escorté par les pères directeurs. «C'était leurs règles. J'obéisais.» Il raconte la vie au hameau, les brimades verbales des pères directeurs, les crises de culpabilité dès qu'il avait le malheur de leur tenir tête. «L'emprise était totale.» La médiatisation du passé des trois frères Bepoldin a été un déclencheur, affirme-t-il. «Le moment était venu pour moi de parler. Je suis allé voir une psy pour m'y aider. J'ai eu des relations sexuelles avec le père Benoît et le père Marc alors que je ne voulais pas. Il n'y a pas eu de violence physique, mais c'était de l'emprise, comme ce que l'on entend dans le milieu du cinéma.» Assis contre le mur, droit comme un i: «Le père Benoît était très brutal, mais le père Marc pire

encore. Un violeur d'âmes.» Dominique Aubert (le nom à l'état civil du père Gabriel) a rejoint la communauté à l'âge de 20 ans, entraîné là par un copain de lycée. «J'avais un désir spirituel. J'ai pensé que je serais bien ici. Quel flair!» Il quitte ses études de physique et sa petite amie, ses parents sont catastrophés. Durant des années, raconte-t-il, il reste cloîtré avec cinq autres comme lui. Les deux chefs, qui entretiennent une liaison amoureuse, vont et viennent, se rendent aux fêtes de famille ou dans cet appartement acheté par la communauté à Béziers. Qu'y faisaient-ils?

Dans un document de 30 pages daté de septembre 2023, que *Libération* a pu consulter, Dominique Aubert a écrit ses souvenirs, notamment la proximité entre le père Benoît et l'écrivain Gabriel Matzneff, visé par une enquête pour viols sur mineur. «Ils avaient fait connaissance quand Benoît vivait à Paris, ils ont gardé un lien d'amitié bien qu'il ne soit jamais venu à la Dalmerie.» A-t-il inspiré son livre *l'Archimandrite* sur la vie d'un père aux mœurs dissolues?

Dans son petit salon, le moine Aubert insiste: «La notion de consentement n'existe pas dans un monastère, elle se confond avec l'obéissance. Personne ne m'aurait écouté si j'avais alerté à l'époque, et encore moins cru.» Il part dans un rire aigu. «C'est toujours le cas. Mon témoignage se retourne contre moi. Cette commission a été torpillée.» Sa lettre d'excommunication en est la preuve, selon lui: «Ils se servent de ce que j'ai écrit pour m'accuser de fornication, alors que j'ai été abusé.»

Il ne s'est «évidemment» pas rendu lundi à la convocation devant le tribunal ecclésiastique, dont la décision doit être rendue dans les prochaines semaines. Et il n'a pas l'intention non plus de quitter la Dalmerie. «Je suis destitué de mes fonctions de prêtre certes, mais je reste moine et membre à part entière de la congrégation. Le vœu monastique est inaliénable.» A une incertitude près: la congrégation peut-elle continuer d'exister sans représentant légal? Car dans un courrier du 7 avril, que *Libération* a pu consulter, Dominique Aubert se «déclare incompetent à représenter juridiquement et canoniquement la congrégation». «Elle a la personnalité morale, précise

Nicolas Bodson, avocat au barreau de Paris et l'un des rares spécialistes des congrégations et fondations. Comme une association culturelle, c'est un groupement de personnes mais dont la nature diffère: la congrégation organise la vie du clergé régulier, ceux qui s'isolent du siècle pour vivre selon une règle.» Une entité juridique indépendante donc.

Le brebis de l'Elysée

Ce statut donne au passage des avantages fiscaux, comme la possibilité de recevoir des legs. En papotant, le moine, qui roule en Mercedes, confie avoir reçu une somme rondelette, dont il préfère taire le montant pour ne pas aiguiser les jaloux. «J'aurais pu arrêter de travailler et vivre comme un nabab, mais j'ai préféré investir dans l'équipement de la fromagerie.» Car le monastère a un business de lingots de brebis, qui se vendent du feu de dieu. A trois kilomètres de là (quatre heures à vitesse de bêtes), on ren-

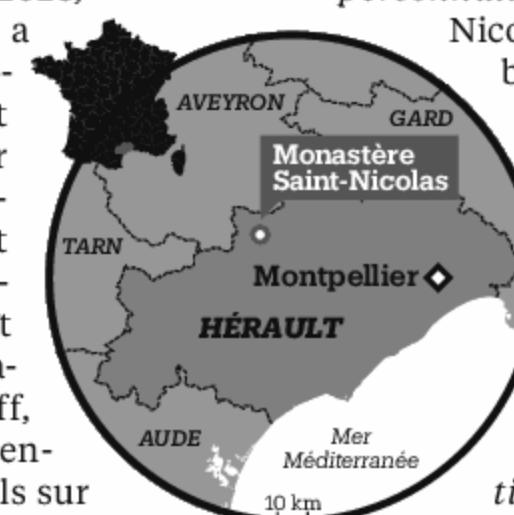
contre Patrick Blanc, l'agriculteur qui bichonne le troupeau. Voilà le deal passé avec le moine: la traite du matin part à la Dalmerie. L'agriculteur garde celle du soir pour ses propres fromages. «Avec ma femme, on vend local, dans les marchés du coin», quand les fromages du monastère, eux, mènent la grande vie... à l'Elysée! Gros succès aussi au Japon, à l'en croire. On se pince. «L'effet monastique», sourit à moitié Patrick Blanc. «C'est comme pour le chocolat, l'étiquette du monastère, c'est un plus pour les ventes.» Le père Gabriel en retire une certaine fierté, lui qui fait fructifier l'activité depuis quarante-cinq ans. «La production de fromage aime la régularité, la vie monastique est parfaite pour cela.» Les affineurs des grandes tables, dit-il, louent sa qualité constante. Ses trois hangars dernier cri sont équipés de panneaux photovoltaïques, produisant deux fois plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Il a une employée, Mikaëla, qui l'aide la semaine, lui assure, à l'aube, chaque week-end et gère les commandes et la logistique de livraison.

Vérification faite des statuts, la société agricole a deux actionnaires: Dominique Aubert, en son nom propre, majoritaire. Le deuxième est la congrégation des moines de Saint-Nicolas... dont il est l'unique membre! Mais qui donc héritera de ce patrimoine? Dominique Aubert réfléchit en parlant: «Certainement pas à la métropole. Ceci dit, étant excommunié, je ne peux plus donner de sacrement à quiconque voudrait rejoindre la communauté. Donc, j'imagine que tout reviendra à l'Etat.»

Tel Zelensky face à Trump

Pourquoi diable ne pas dédommager les frères Bepoldin? Le raisonnement d'Aubert tient en trois points. Le premier, chipé aux juristes: un même fait ne peut être indemnisé deux fois. «Or, dit-il, Damien Bepoldin a déjà obtenu une indemnisation de l'Etat.» Son avocat a plaidé devant le juge un relevé de forclusion et obtenu près de 150 000 euros auprès de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (Civi), le fonds public qui indemnise les accidentés de la route ou les victimes d'attentats.

Aubert craint que la Civi ne se retourne contre la Dalmerie: «Si j'accorde une indemnisation, la responsabilité du monastère sera reconnue et je serai tenu de rembourser des sommes énormes mettant en péril l'activité.» Ce qui soulève, selon lui, une question philosophique: «Les coupables sont les anciens moines directeurs. Pas le monastère. C'est comme si on faisait payer les salariés de patrons véreux.» L'avocat de la métropole grecque, Alain Gayar, réfute l'argumentaire: «C'est faux. Je lui ai répété maintes fois: les deux procédures sont étanches et indépendantes! Il s'agit là de faire un geste de réparation, et non d'indemniser. Il le sait et il s'entête.» La dernière raison de son refus, la moins rationnelle, mais la plus crédible: sa rancœur envers le chef des orthodoxes, dans son beau bureau près des Champs-Elysées. «Vous voyez ce qu'à enduré Zelensky face à Trump? Eh bien, j'ai vécu la même chose avec le métropolite. Il m'a humilié.» La journée s'annonce chargée à la fromagerie. Une grosse commande pour l'Elysée. ➤





LIBÉ.FR

«Fin du macronisme» : des députés Renaissance crient à l'ingratitude de Sophie Primas

La porte-parole du gouvernement a décrété mardi sur Europe 1 que «le macronisme [...] trouvera une fin dans les mois qui viennent». Face à la bronca des députés Renaissance, elle a appelé le président du parti, Gabriel Attal, pour reconnaître une maladresse. A lire sur Libération.fr.

PHOTO AFP



Selon la Cour des comptes, les semaines de quatre jours vont à l'encontre des besoins des enfants en primaire. PHOTO A. CORNU. HANS LUCAS

Ecole primaire: malgré les dépenses, la France toujours dernière de la classe

Résultats scolaires en baisse, inégalités qui se creusent : dans un rapport publié mardi, la Cour des comptes dresse un état des lieux sévère du premier degré. Et interroge l'efficacité des réformes engagées depuis 2017.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

Cinquante-deux milliards d'euros dépensés pour une école primaire qui n'élève plus. Dans un rapport publié mardi, la Cour des comptes

dresse un constat sévère: «Le niveau des élèves est inacceptable», l'organisation du temps scolaire «inadaptée aux besoins de l'enfant», les inégalités sociales et territoriales «aggravent». Un désaveu de taille pour Emmanuel Macron, alors que l'école primaire concentre les discours et les réformes depuis 2017, entre le retour aux fondamentaux et les dédoublements de classes en zone prioritaire.

Premier constat, les résultats des élèves sont en chute. En mathématiques, la France est dernière sur les 21 pays européens de l'enquête internationale Timss qui mesure les acquis des élèves de CM1 en maths et en sciences. En compréhension de l'écrit,

avant-dernière sur 18. La part des élèves très performants est très inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE, tandis que les élèves en grande difficulté sont beaucoup plus nombreux. L'école

primaire française «n'est pas en mesure de résorber les écarts de niveau. Elle semble même les agraver», note le rapport. Et cela malgré une hausse continue des moyens. En 2022, 52 milliards d'euros ont été consacrés au premier degré. Mais cette dépense est «mal évaluée» et «vraisemblablement sous-estimée», selon la Cour. Impossible de savoir précisément ce que coûte l'école, ni comment l'argent est réparti. Les collectivités locales, qui assurent 40% du financement, ne remontent

pas toujours de données consolidées. Plus de dépenses, donc, mais pas plus de lisibilité. Ni de résultats.

Décrocher. La Cour insiste sur les inégalités de genre. Elles apparaissent très tôt et sont «plus marquées que chez nos voisins européens». En français, les filles sont meilleures dès le début de la scolarité. En mathématiques, c'est l'inverse. Elles partent avec de bons scores en début de CP, puis décrochent au CE1, au profit des garçons. Ce basculement est précoce, et propre à la France.

Viennent ensuite les inégalités sociales, bien connues et massives. 40% des élèves en grande difficulté sont originaires des familles les plus défavorisées. Et la France continue d'être, au sein de l'OCDE,

le pays où les résultats scolaires dépendent le plus du milieu d'origine. A cela s'ajoutent de fortes disparités territoriales. Entre métropole et outre-mer, grandes villes et communes rurales, les écarts de moyens, d'encadrement et de niveau sont flagrants et rarement compensés.

Le rapport pointe aussi des blocages structurels. Le sta-

La France est toujours le pays de l'OCDE où les résultats scolaires dépendent le plus du milieu d'origine.

tut du directeur d'école est jugé «obsolète», la gouvernance locale «inaboutie». La Cour estime que la direction d'école doit devenir une fonction à part entière. Elle recommande une direction à temps complet, au moins dans les établissements regroupés, et un rôle plus clair, mieux défini, avec de vraies marges de manœuvre.

Rythmes. Le diagnostic est particulièrement dur sur l'organisation de la semaine. Depuis 2017, la semaine de quatre jours est redevenue la norme dans les communes. Pour la Cour, ce rythme va à l'encontre des besoins des enfants. Elle cite l'Académie nationale de médecine, qui estime que «l'aménagement du temps scolaire en France n'est pas en cohérence avec les connaissances de la chrono-biologie de l'enfant».

En cause, la densité de la semaine : des journées plus longues, avec une coupure en milieu de semaine, qui accentue la fatigue. Selon l'Académie, cela nuit à «la vigilance» et aux «performances» des enfants les deux premiers jours de la semaine. La France est le seul pays européen à avoir généralisé une semaine scolaire aussi condensée. Ce constat sévère tombe à pic, au moment même où Emmanuel Macron annonce une convention citoyenne sur les temps de l'enfant.

La baisse démographique attendue – 350 000 élèves en moins d'ici à 2028 – est présentée comme une «opportunité» pour transformer l'école: penser le bien-être de l'élève, réorganiser les rythmes, adapter les espaces. Rien, en revanche sur le taux d'encadrement qui pourrait ainsi être amélioré, comme le réclament les syndicats enseignants.

La Cour aborde enfin la question de la transition écologique. Près de la moitié des écoles sont exposées à au moins un risque environnemental: vagues de chaleur, mauvaise qualité de l'air intérieur, bruit ou pollution des sols. La Cour y voit une occasion de transformer les bâtiments aux réalités climatiques, de revoir les matériaux, d'adapter les cours d'école. Un constat qui résume à lui seul l'ampleur du chantier. ◆



LIBÉ.FR

En Corée du Sud, les jeunes femmes craignent d'être les oubliées de la présidentielle

A l'approche du scrutin du 3 juin, les organisations féministes, qui étaient très mobilisées lors des manifestations contre la loi martiale et l'ex-président Yoon Suk-yeol, cherchent à faire pression sur les candidats. Lire sur Libération.fr l'article de notre correspondant à Séoul. PHOTO AFP

«Si les démarcheurs respectent la loi, il y aura mécaniquement moins d'appels non sollicités, mais ce qu'on voit beaucoup ce sont des démarchages interdits – par exemple pour la rénovation énergétique – où on cumule tous les manquements.»

L'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse)

Nouvelle avancée en vue dans la lutte contre le démarchage abusif, ce fléau qui pollue les téléphones des Français et peut même aboutir à des fraudes ou arnaques. Le Parlement devrait définitivement adopter, ce mercredi, avec un vote au Sénat, l'interdiction de démarcher un consommateur sans avoir obtenu au préalable son consentement. Ce serait la sixième fois en six mois que le Parlement approuverait cette mesure. Si le texte est bien adopté, à partir du 11 août 2026, le professionnel devra obtenir l'autorisation du consommateur pour pouvoir le démarcher. C'est le principe de l'*«opt-in»*. Il restera possible pour les entreprises de solliciter les clients avec lesquels elles ont un contrat en cours – mais l'objet du démarchage ne pourra concerner que des produits ou des services en lien avec l'objet du contrat. Le démarchage serait interdit s'il concerne les aides pour adapter son logement en cas de perte d'autonomie – comme c'est déjà le cas pour la rénovation énergétique.

La fin d'un travail de Sisyphe ? «*Cette loi amène de la clarté sur le fait qu'un appel est illégal*», commente Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms. L'Arcep salue aussi «la possibilité pour l'opérateur d'analyser le texte des messages de façon automatique à des fins de filtrage» (comme le système de tri des spams pour les mails). Reste un problème : «*Si les démarcheurs respectent la loi, il y aura mécaniquement moins d'appels non sollicités, mais ce qu'on voit beaucoup ce sont des démarchages interdits – par exemple pour la rénovation énergétique – où on cumule tous les manquements*», note l'Arcep.

EMMA DONADA

Refus d'obtempérer: Retailleau systématisé la course-poursuite

Une inversion de principe. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a envoyé un télégramme lundi à l'ensemble des préfets pour les informer d'une évolution des «modalités de prise en charge des refus d'obtempérer». Désormais, la police et la gendarmerie ont pour consigne d'entamer la poursuite des véhicules qui prennent la fuite lors d'un contrôle. Depuis 1999, la règle en la matière était beaucoup plus prudente : les policiers devaient poursuivre les véhicules refusant d'obtempérer qu'en lien avec des faits d'une particulière gravité, et non pour ce seul motif. Une seule exception existait depuis 2020, dans le ressort de la préfecture de police de Paris. Cette nouvelle instruction «vient notamment affirmer le principe général de la poursuite des véhicules en fuite et refusant d'obtempérer aux injonctions de s'arrêter des policiers et des gendarmes doit être engagée». Cette poursuite doit être menée avec «discernement», ajoute le document. Aucune statistique fiable n'existe pour connaître le nombre de refus d'obtempérer qui se produisent

commentaire en soit fait» par la hiérarchie.

Jusque-là, l'instruction de commandement dite «89», dont la dernière version datait du 18 août 2020, rappelait les règles de prudence en vigueur depuis 1999. «Les poursuites de véhicules ne doivent être liées qu'à des faits d'une grande gravité», tels que «la fuite ou l'évasion d'un individu armé ayant l'intention d'atteindre à la vie d'un tiers», si cela concernait l'*«auteur armé ou non d'un crime de sang»* ou encore les «auteurs non identifiés d'autres crimes ou de délits aggravés entraînant un préjudice corporel».

Désormais, indique l'instruction commune de lundi, «par principe, la poursuite des véhicules en fuite et refusant d'obtempérer aux injonctions de s'arrêter des policiers et des gendarmes doit être engagée». Cette poursuite doit être menée avec «discernement», ajoute le document.

Aucune statistique fiable n'existe pour connaître le nombre de refus d'obtempérer qui se produisent

en France chaque année. Actuellement, le ministère de l'Intérieur en compte environ 25 000 par an, dont à peu près 5 000 sont considérés comme «dangereux». Mais ce chiffre ne provient pas du traitement judiciaire des infractions liées à ces comportements : il est tiré d'une comptabilité administrative produite par l'observation des agents.

FORCES DE L'ORDRE

Ainsi, l'augmentation des missions de contrôles routiers et des consignes plus fermes de recensement (ou l'inverse) peuvent faire grandement varier ce nombre. Un manque de fiabilité qui n'a pas empêché les partis de droite et d'extrême droite d'en faire, ces dernières années, un étendard politique.

Les syndicats de police ont mené, de leur côté, un lobbying pour faire évoluer l'instruction en vigueur dans la sécurité publique depuis 1999. Alliance et Unsaf publiaient par exemple en janvier 2023 un tract affirmant que «la police ne peut même plus arrêter les voleurs de voiture». «Halte à l'angé-

lisme», ajoutait ce document exigeant «d'urgence la réécriture de cette note». Ce même syndicat se vante aujourd'hui d'avoir «obtenu» ce «droit de poursuite» du ministre de l'Intérieur. «Une note nécessaire», a réagi pour sa part le syndicat concurrent Unlté. «C'est une demande des forces de sécurité en général, mais surtout des Français», répond sans plus de détail un conseiller presse de Bruno Retailleau, questionné sur les motivations de cette évolution.

Ces situations sont pourtant particulièrement génératrices de risques, à commencer par celui d'accident impliquant les poursuivants et les poursuivis, mais aussi des tiers. Cet assouplissement du cadre réglementaire vient en outre s'ajouter à celui sur l'usage de l'arme de service en 2017. Une étude de trois chercheurs, en cours de publication dans une revue scientifique, affirme d'ailleurs que le nombre moyen de tirs policiers mortels sur des occupants de véhicules était cinq fois plus important après 2017.

ISMAËL HALISSAT

Gaza: les Européens prêts à réexaminer leur accord d'association avec Israël

C'est décidé, l'UE va lancer un réexamen de son accord d'association avec Israël, a annoncé mardi la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. «Il existe une forte majorité en faveur du réexamen de l'article 2 [sur le respect des droits humains] de notre accord d'association avec Israël», a-t-elle déclaré. Plus tôt, excédée par la brutalité de l'intervention israélienne à Gaza, la France avait décidé de soutenir l'initiative des Pays-Bas et de demander à la Commission d'examiner si Israël respecte les conditions de son accord d'association avec l'UE. Dix-sept pays, dont la France, se sont donc prononcés en faveur de cette ré-

vision, a annoncé le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, devant l'Assemblée à Paris.

Que dit l'accord ?

Entré en vigueur en 2000, il comporte un volet politique et un volet économique. Le premier prône le dialogue entre les pays de l'UE et Israël. Le second établit une zone de libre-échange dans l'industrie, l'agriculture et les services. L'article 2 est explicite : «Les relations entre les parties, et toutes les dispositions de l'accord lui-même, sont fondées sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui guident leur politique intérieure et internationale et constituent un

élément essentiel du présent accord.»

Sa suspension est-elle possible ?

Si la Commission conclut qu'Israël viole bien les droits humains à Gaza, elle reste libre de proposer ou non des sanctions. Si elle le fait, plusieurs options sont disponibles : une suspension soit totale, soit de la partie politique, soit de la partie économique. Il reviendra alors aux Vingt-Sept de décider, mais selon des règles différentes : pour la suspension totale de la partie politique, il faudra l'unanimité. En revanche, pour suspendre les dispositions commerciales, une majorité qualifiée suffit. Mais

avant de prendre une telle décision, il faudrait réunir un «conseil d'association» avec Israël.

Suspendre l'accord serait-il efficace ?

La suspension de la seule partie politique de l'accord enverrait certes un signal de la condamnation européenne, mais on resterait dans le symbolique. Et, faute d'unanimité, cette voie est fermée. La fin du libre-échange, qui ne requiert, elle, qu'une majorité qualifiée, affecterait Israël, dont l'UE est le premier partenaire commercial. Mais ce type de sanctions n'a aucun effet sur un gouvernement fanatisé, comme le montre le précédent russe.

17e

«L'UE a approuvé son 17e "paquet" de sanctions contre la Russie, qui vise près de 200 navires de sa flotte fantôme. D'autres sanctions à l'encontre de la Russie sont en préparation. Plus la Russie mènera la guerre, plus notre réponse sera sévère», a écrit sur X la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, en marge d'une réunion des ministres de la Défense de l'UE à Bruxelles, mardi. De son côté, Volodymyr Zelensky a accusé la Russie «d'essayer de gagner du temps» en faisant traîner les discussions en vue d'un cessez-le-feu. Selon Kyiv, au lendemain d'un entretien téléphonique entre Poutine et Trump, le seul but de Moscou est de «poursuivre» son invasion de l'Ukraine.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les département d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (O,237€ HT).

75 PARIS

Enquête publique



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de rénovation et de modernisation du Parc des Expositions de la Porte de Versailles à Paris 15^{ème}, Issy-les-Moulineaux et Vanves
du mardi 10 juin 2025 à 8h30
au vendredi 11 juillet 2025 à 17h00



Par arrêté municipal en date du 17 avril 2025, Madame la Maire de Paris ouvre une enquête publique unique ayant pour objet les demandes de permis de construire suivantes :

- PC 92 040 24 0027 déposé le 19 juillet 2024 auprès des services de la commune d'Issy-les-Moulineaux ;
- PC 075 115 24 V0037 déposé le 22 juillet 2024 auprès des services de la Ville de Paris ;
- PC 92075 24 0012 déposé le 19 juillet 2024 auprès des services de la commune de Vanves.

Le projet concerne la troisième phase du programme de rénovation et de modernisation du Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Il s'agit plus spécifiquement de la démolition totale de deux bâtiments (les halls 2 et 3), la construction d'un bâtiment à destination de Centre de congrès et d'exposition avec commerces et activités de services, le réaménagement des espaces libres et le réaménagement des terrasses logistiques et des parvis. Au total, 53 897 m² de surfaces de plancher vont être créées pendant que 52 010 m² vont être supprimées.

Le dossier d'enquête comporte notamment, une étude d'impact, commune au 3 permis et qui a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale rendu le 26 février 2025, consultable sur le site internet de la D.R.I.E.A.T. <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>. Cet avis est joint au dossier d'enquête mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres d'enquête déposés à cet effet aux endroits suivants :

- en mairie du 15^{ème} arrondissement** – 31 rue Péclat – 75015 PARIS, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8 heures 30 à 17 heures, les jeudis de 8 heures 30 à 19 heures 30, et le samedi 14 juin 2025 de 9 heures 30 à 12 heures 30, (les bureaux sont habituellement fermés les samedis, dimanches et jours fériés) ;
- au centre administratif municipal d'Issy-les-Moulineaux au 1^{er} étage** – 47 rue du Général Leclerc – 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8 heures 30 à 18 heures, les jeudis de 8 heures 30 à 19 heures et les samedis de 8 heures 30 à 12 heures ;
- au centre administratif municipal de Vanves au rez-de-chaussée** – 33 rue Antoine Fratacci – 92170 VANVES, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures 30, les vendredis de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures et les samedis de 9 heures à 12 heures.

Sont désignés : en qualité de la commissaire enquêteuse titulaire, Madame Suzel Berthelet, directrice des ressources humaines, retraitée ; en qualité de commissaire enquêteuse suppléante, Madame Marion Glaser, attachée principale territoriale, retraitée ; en qualité d'observateur Monsieur Bruno Duvert, ingénieur en aéronautique, officier général de l'armée de l'air,

retraité.

Pendant la période d'enquête, le dossier d'enquête publique sera en outre disponible en consultation sur le site internet de l'enquête publique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numérique.fr/modernisation-parc-des-expositions>

Durant cette période, des observations et propositions pourront être déposées par voie électronique sur le registre dématérialisé ouvert à cet effet, en consultant le site de l'enquête à l'adresse : <https://www.registre-numérique.fr/modernisation-parc-des-expositions>

Une borne électronique permettant l'accès au dossier sera disposée dans la Mairie du 15^{ème} arrondissement, aux centres administratifs municipaux d'Issy-les-Moulineaux et de Vanves durant la durée de l'enquête et accessible aux horaires précités.

Afin d'informer et de recevoir les observations écrites ou orales du public, la commissaire enquêteuse assurera des permanences sur les trois lieux de l'enquête de la manière suivante :

Mairie du 15^{ème} arrondissement

- Samedi 14 juin 2025 de 9h30 à 12h30
- Jeudi 19 juin 2025 de 16h30 à 19h30
- Mardi 1^{er} juillet 2025 de 9h à 12h

Centre administratif municipal d'Issy-les-Moulineaux

- Vendredi 13 juin 2025 de 10h à 13h
- Samedi 21 juin 2025 de 8h30 à 11h30
- Jeudi 26 juin 2025 de 15h30 à 18h30

Centre administratif municipal de Vanves

- Mercredi 18 juin 2025 de 13h30 à 16h30
- Samedi 28 juin 2025 de 9h à 12h

Toute correspondance postale relative à l'enquête pourra être adressée par écrit, à l'attention de Madame Suzel Berthelet, commissaire enquêteuse titulaire, au siège de l'enquête à la Mairie du 15^{ème} – 31 rue Péclat – 75732 PARIS CEDEX 15, en vue de l'annexer au registre, ou par mail à l'adresse suivante : modernisation-parc-des-expositions@mail.registre-numérique.fr

La personne responsable du projet est la société VIPARIS PORTE DE VERSAILLES, représentée par Madame Florence LE GALL, domiciliée – 2 place de la Porte Maillot – 75017 PARIS.

À compter de l'ouverture de l'enquête publique, des demandes de renseignement sur le dossier soumis à enquête publique peuvent être adressées auprès des services de la Ville de Paris par courriel : DU-parc-des-expos-phase3@paris.fr ou par courrier : Direction de l'Urbanisme - Sous-direction des ressources – Bureau du Service Juridique - 121 avenue de France – CS51388-75639 Paris Cedex 13.

À l'issue de l'enquête publique, copies du rapport et des conclusions de la commissaire enquêteuse seront transmises par la Mairie de Paris, au Tribunal administratif de Paris ; déposées à la Mairie de Vanves ; à la Mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris ; à la Mairie d'Issy-les-Moulineaux ; à la Préfecture de Paris – Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des transports d'Ile-de-France – Unité Départementale de Paris (UDEAT 75) – Service utilité publique et équilibres territoriaux – 5 rue Leblanc – 75911 PARIS CEDEX 15 ; à la Préfecture des Hauts de Seine 167-177 avenue Joliot Curie 92 NANTERRE ; à la Ville de Paris – Direction de l'Urbanisme – Bureau Accueil et Service à l'Usage (B.A.S.U.) – Espace consultation (1^{er} étage) – 6 promenade Claude Lévi-Strauss CS 51388 – 75639 PARIS CEDEX 13 et sur les sites de la Mairie de Paris www.paris.fr, de la Mairie d'Issy-les-Moulineaux www.issy.com et de la Mairie de Vanves www.vanves.fr pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, toute personne intéressée pourra, sur sa demande et à ses frais, en obtenir communication en s'adressant par écrit à la Mairie de Paris - Direction de l'Urbanisme - Sous-Direction des Ressources - Bureau du Service Juridique - 121, avenue de France - CS 51388 - 75639 PARIS CEDEX 13.

Les autorités compétentes pour prendre les décisions sur les demandes permis de construire sont :

- PC 92 040 24 0027, Monsieur le Maire d'Issy-les-Moulineaux ;
- PC 075 115 24 V0037, Madame la Maire de Paris ;
- PC 92075 24 0012, Monsieur le Maire de Vanves.

EP 25-082 / contact@publilegal.fr

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr 01 87 39 80 20



Village-services pour seniors

à 1 h de Paris !



Village tout confort, sécurisé et convivial
Tarifs avantageux
Cadre verdoyant avec services et activités

Informations et visites :

02 38 89 33 59

12 rue Pierre Brosolette
45200 AMILLY
www.lesvillanellesdamilly.fr



Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt)
pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois)
chambres individuelles petit déjeuner tous les jours
3 repas par semaine Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58

ANTIQUITÉS STEVE ACHÈTE

Manteau de fourrure



Meubles anciens, Pendules, Horloges, Carillons, Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie, Bibelots, Vaisselle, Cartes postales, Livres, Machines à coudre, Miroirs, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre, Art asiatique, Violons, Bagagerie de luxe, Vieux vins, Objets militaires, Disques vinyles, Postes de radio, Étain, Cuivre et toutes vos antiquités...

128, rue La Boétie 75008

**01 84 60 56 54
07 85 56 51 90**

Siret : 838 245 629

Antiquaire & Décorateur MAISON ALEXANDRA EXPERT RECONNU

06 15 02 23 98

ACHÈTE COMPTANT ET AU MEILLEUR PRIX SOUS 48H

POUR SA CLIENTÈLE INTERNATIONALE
DÉPLACEMENT GRATUIT PARIS ET PROVINCE

MOBILIERS

(Commodes, Salles à manger, etc.)

Livres Anciens

(Ouvrages, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Objets de Collection

(bijoux, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Vins & Spiritueux, et autres de cave complète

(bouteilles, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Achat Monnaies or & argent, Montres, Bijoux, Pierres précieuses

(bijoux, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Objets de décoration

(lustres, tableaux, miroirs, etc.)

Pendules, statues, pâtes de verre (Gallé, Daum, etc.)

(bijoux, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Vintage, miniatures, bagagerie, fourrure, sac à main

(bijoux, cartes postales, objets militaires, violons, etc.)

Bureau d'Achat Ile de Stockholm Paris 8^e

01 45 20 49 64

Depuis plus de 10 ans avec LE PARISIEN

DÉBARRES ET SUCCESSION

maisonalexandra@orange.fr

www.maisonalexandra.com

Libération

est habilité pour toutes vos annonces légales sur les départements
75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

Vous voulez passer une annonce dans

Libération

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Grey's Anatomy. Série. Plus dure sera la chute. L'esprit d'équipe. **22h55.** Grey's Anatomy : Station 19. Série. Femmes aux commandes. Un dernier adieu.

FRANCE 2

21h10. Le combat d'Alice. Téléfilm. Avec Nicolas Gob, Lucy Loste Berset. **22h40.** Infrarouge. Documentaire. L'installation.

FRANCE 3

21h05. Secrets d'Histoire. Magazine. La folle épopée de Charlotte d'Angleterre. **23h10.** Enquêtes de région. Magazine.

CANAL+

21h00. Football : Tottenham / Manchester United. Sport. Finale - Europa League. **22h55.** Soir d'Europe. Magazine. Le débrief.

ARTE

21h00. Les Misérables. Policier. Avec Damien Bonnard, Alexis Mamenti. **22h40.** Bloqués entre les tours. Documentaire.

M6

21h10. Top chef. Jeu. Émission 9 (1 & 2/2) - Saison 16. Présenté par Stéphane Rotenberg. **23h35.** Top chef. Jeu. Les brigades cachées - Émission 7 - Saison 16.

FRANCE 4

21h00. Tori et Lokita. Drame. Avec Pablo Schils, Joely Mbundu. **22h25.** Le mirage tahitien de Marlon Brando. Documentaire.

FRANCE 5

21h05. La grande librairie. Magazine. Spécial festival de Cannes. Présenté par Augustin Trapenard. **22h40.** C ce soir.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Capitaine Marleau. Téléfilm. La cité des âmes en peine. Avec Corinne Masiero. **22h45.** Capitaine Marleau.

TMC

21h25. Camping. Comédie. Avec Franck Dubosc, Gérard Lanvin. **23h20.** La 7^e compagnie au clair de lune. Film.

W9

21h10. Enquêtes criminelles. Magazine. Louise, 11 ans : la mort au coin de la rue (1 & 2/2). **23h10.** Enquêtes criminelles.

TFX

21h10. Cleaners les experts du ménage. Magazine. Amandine et Océane face à Virginie. **23h00.** Cleaners les experts d'Aix-en-Provence. Magazine.

CSTAR

21h10. Les rivières pourpres 2 : les anges de l'apocalypse. Thriller. Avec Jean Reno. **22h55.** Rambo 3. Film.

TF1 SÉRIES FILMS

21h10. Fast and furious 2. Action. Avec Paul Walker, Tyrese Gibson. **23h05.** Fast and furious. Film.

6TER

21h10. Kaamelott. Série. Avec Alexandre Astier, Franck Pitiot. **23h40.** Kaamelott.

CHÉRIE 25

21h05. Castle. Série. L'immortel. Beaucoup de bruit pour un meurtre. **22h55.** Castle. Série.

L'ÉQUIPE

21h05. American Night. Téléfilm. Avec Jonathan Rhys-Meyers, Emile Hirsch. **23h05.** L'Équipe du Soir. Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h15. Top Gear France. Documentaire. Ceux qui font un very bad road trip en Ouzbékistan. **22h50.** Top Gear France.

RMC STORY

21h10. 100 jours avec les gendarmes d'Aix-en-Provence. Documentaire. Épisode 4. Avec Thomas Agostini. **22h35.** 100 jours avec les gendarmes d'Aix-en-Provence.

LCP

20h30. Débatdoc. Documentaire. Fin de vie, pour que tu aies le choix. **21h30.** Débatdoc - Le débat. Magazine. **22h00.** Sens Public. Magazine.

libération

[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

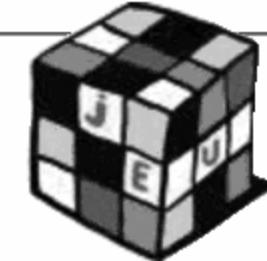
Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saura être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5545 MOYEN

			1	5	2
4		2	6	7	
8	9		4	5	
3	4	5	7		9
	7			2	
2	4		3	6	5
	9	7	4		1
3		5	2		8
7	9	3		4	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

6	1	7	9	8	3	2	4	5
3	2	4	5	6	8	9	1	7
7	8	5	9	1	3	6	2	4
8	4	7	6	9	5	1	3	2
2	5	9	3	8	1	4	7	6
6	3	1	2	7	4	5	8	9
1	6	2	8	3	9	7	4	5
5	7	3	4	2	6	8	9	1
4	9	8	1	5	7	2	6	3

DIFFICILE

3		5	9	
9	7	4		3
			2	3
6	9	3		8
1	4			7
	7	5		6
3	8	6		
	9		4	3
4	3	2		8



Faites un don à Libé

◆ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

◆ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

◆ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



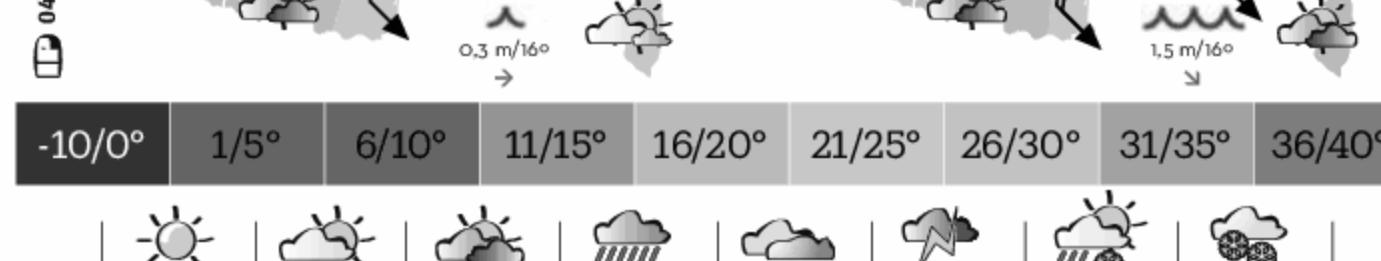
Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal : liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un don ponctuel ou mensuel via un paiement sécurisé par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.



Temperature scale: -10/0°, 1/5°, 6/10°, 11/15°, 16/20°, 21/25°, 26/30°, 31/35°, 36/40°

Weather icons: Soleil, Éclaircies, Nuageux, Pluie, Couvert, Orage, Pluie/neige, Neige.

FRANCE		FRANCE		MONDE	
MIN	MAX	MIN	MAX		

IDÉES /

Israël-Gaza Vers le début d'une autre histoire ?

Nul ne sait encore à quoi ressemblera cette nouvelle page, mais si elle veut avoir un sens, elle devra aussi et avant tout être faite de justice. Face à l'inhumanité la plus totale, chacun de nous doit choisir son camp.

Dans les années 1960, Gershon Scholem – historien et philosophe, spécialiste de la Kabbale et de la mystique juive –, disait que la grande chance d'Israël était d'avoir échappé au messianisme. La suite de l'histoire de ce pays alors naissant est venue percuter de plein fouet sa vision. Des dizaines de millions de personnes en payent jusqu'à aujourd'hui le prix fort. En laissant une utopie se transformer en désastre collectif et en faillite morale, les grandes puissances ont révélé une série de fragilités qui sont en train de nous entraîner vers des abîmes sans fin. Toutes les valeurs qui ont prévalu jusqu'à présent ont volé en éclat, et notre socle d'espérances communes s'est effondré. La loi du plus fort est devenue la loi admise, et le faible n'a plus qu'à se taire et encaisser tous les coups. Car si plus rien n'est dorénavant interdit, c'est que tout est permis. Si les instances multilatérales chargées de protéger les populations sont devenues inaudibles et impuissantes, comment faire croire à nos enfants qu'un avenir meilleur est possible ? Si les plus grandes puissances économiques et militaires ont choisi d'encourager la guerre et le massacre de populations civiles sans défense, en continuant à livrer des armes sans conditions au gouvernement actuel de l'état d'Israël, alors quelle est leur

crédibilité quand elles appellent à la retenue sur le terrain d'autres conflits ?

Si l'on accepte que la justice ne s'applique pas à tous de la même manière et que les lois internationales peuvent être broyées par certains quand d'autres sont sommés de s'y plier, alors quel sens a le mot justice ? Faire mine d'ignorer ces questions revient à tourner le dos au sens commun, à ce qui nous lie et nous distingue des autres espèces qui peuplent cette planète.

Peut-être est-ce là véritablement la fin d'une histoire et le début d'une autre ? Une histoire bien différente de celle que nous avons connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et à laquelle nous allons devoir nous habituer. Une histoire qui relègue les valeurs universelles tout au fond d'une cave sombre et qui laisse très peu de place à la raison... Car les raisons d'espérer sont bien minces et le prix d'une vie humaine n'a décidément plus la même valeur selon que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre du mur.

AU POUVOIR COÛTE QUE COÛTE

Alors que des dizaines de milliers de cadavres s'entassent dans des fosses communes à Gaza, que des poignées de colons ont pris le pouvoir en Cisjordanie sur l'une des armées les plus puissantes du monde, avec la complacéité de leurs soutiens politiques, les grandes puissances occidentales se contentent de mots faibles et de timides condamnations. Pendant ce temps, les civils innocents, partout, sont devenus les victimes expiatoires d'un conflit devenu innommable et sans fin.

Au milieu de cet immense incendie, un homme arrive à se maintenir au pouvoir coûte que coûte et à danser sur les flammes d'un feu qu'il alimente sans cesse. Cet homme, le Premier ministre

israélien, a été accusé de crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Il a divisé ces dernières années la nation israélienne comme jamais aucun homme politique ne l'avait fait avant lui. Il s'est entouré de racistes, homophobes, dans le seul but de rester à son poste. Chaque jour, il tente d'assassiner l'état de droit, les institutions, les lois et ceux qui tentent encore de les faire respecter en Israël. Chaque jour, il prend en otage tout un peuple, le sien. La démocratie n'est pour lui qu'un concept mou qu'il a décidé de modeler au prisme de ses ambitions, quitte à entraîner son pays et toute une région dans la destruction totale. Pour lui, le peuple palestinien et les otages israéliens ne sont qu'une chair à canon au service de sa folle ambition : continuer à régner sur un navire en train de couler. Tel l'orchestre du *Titanic*, il ne cessera de jouer jusqu'au bout car ce qui compte ce n'est pas la partition, c'est que les notes soient entendues. En faisant ainsi durer le massacre, il n'a d'autre but que d'échapper à la justice internationale et celle de son pays.

Pourtant, tout le monde a compris qu'il était devenu le principal obstacle au retour à la vie pour toutes les parties de ce conflit. Cet homme devrait savoir une chose, le monde n'oubliera pas ce qu'il a fait. Jamais. Au contraire, plus nous nous éloignerons du 7 Octobre, plus les conditions qui ont permis la naissance de ce jour funeste, deviendront palpables,

évidentes, et plus sa responsabilité sera immense.

A ce moment-là, peut-être pourrons-nous écrire un nouveau chapitre de cette autre histoire. Peut-être pourrons-nous enfin mettre des noms et des visages sur les dizaines de milliers de victimes aujourd'hui mortes dans l'anonymat. Peut-être comprendrons-nous enfin qu'on ne lutte pas contre l'antisémitisme en amalgamant les termes.

UN GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE

Les défenseurs du droit à l'autodétermination et à la dignité du peuple palestinien ne sont pas des antisémites. Les pourfendeurs du gouvernement israélien ne sont pas des antisémites. Celles et ceux qui dénoncent la machine génocidaire en marche ne

sont pas des antisémites. Ils sont même parfois tout le contraire, très attachés pour certains à leur identité juive.

Et le meilleur moyen d'entretenir les flammes est de faire mine de vouloir tout mélanger. La lutte contre l'antisémitisme est un des combats de ma vie. J'y ai consacré l'un de mes films, *Razzia*. Quelle tristesse de voir aujourd'hui ce terme dévoyé, détourné de son sens, et toutes les extrêmes droites du monde s'en emparer, par simple calcul électoral. L'histoire de ces partis n'est pourtant pas très ancienne, elle vient toquer régulièrement à notre porte et peut très vite se retourner... Israël et les Juifs du monde ne devraient pas entendre ces sirènes ; comme ils devraient rejeter avec force tous ceux qui se présentent comme

Par
NABIL AYOUCH



Réalisateur franco-marocain



De la fumée liée à une activité militaire, vue dans la bande de Gaza



depuis Israël, lundi. PHOTO RONEN ZVULUN. REUTERS

ses amis. Je suis soulagé de voir qu'enfin des voix juives fortes s'élèvent un peu partout pour dénoncer l'horreur en cours à Gaza. Si ces voix sont attachées à Israël, comme elles le disent, elles doivent continuer à crier et à agir, en dedans et en dehors de leur communauté, pour la création d'un Etat palestinien digne; seule manière de sauver le peuple palestinien et Israël du naufrage. Car la vérité est qu'Israël est devenu un géant aux pieds d'argile qui n'a pas d'amis, mais simplement des alliés de circonstance...

Les vrais amis ne vous entraînent pas vers un suicide collectif, ils cherchent à vous raisonner. Les vrais amis auraient dit à Israël que le temps des colonies est terminé et qu'on ne combat pas la terreur par les bombes, le blocus

et les tueries de masse. On la combat par les droits humains, l'éducation et les perspectives de vie meilleure que l'on donne à la jeunesse palestinienne, en lui offrant une capacité à se projeter.

L'INHUMANITÉ LA PLUS TOTALE

A défaut, les groupes terroristes ne feront que grandir et se reproduire de génération en génération, rejoints par des bataillons d'orphelins en déshérence, anéantis par le sort réservé à leurs parents. Enfin, les vrais amis ne vous laisseraient pas être au-dessus des lois. Or, c'est ce sentiment mêlé de toute puissance et d'impunité totale qui permet au gouvernement actuel israélien de commettre les pires massacres. Le monde sera tenu pour responsable pour son absence de sens

moral. Si les responsables politiques continuent à rester inactifs face à ces tueries et à entretenir l'idée d'un deux poids deux mesures, ils creusent une tombe collective. Au lieu de délégitimer

«Les vrais amis auraient dit à Israël que le temps des colonies est terminé et qu'on ne combat pas la terreur par les bombes, le blocus et les tueries de masse.»

la Cour internationale de justice, les grandes puissances doivent sans plus attendre la soutenir et l'aider à faire son travail. Car, au nom d'une volonté de vengeance, massacer toute une population, la priver d'eau, de nourriture, de médicaments, d'accès aux soins, d'électricité, de ses droits les plus élémentaires, relèvent de l'inhumanité la plus totale.

Traiter ainsi les prisonniers palestiniens, laisser plus longtemps certains colons israéliens continuer à spolier, tuer, humilier, détruire les coeurs et les maisons, est indigne d'un Etat qui se dit démocratique. En agissant ainsi, si on ne les arrête pas, les dirigeants israéliens créent les conditions d'une révolte populaire mondiale contre leur barbarie. Car comment ne pas voir que ce

conflit est l'épicentre d'un séisme aux secousses planétaires qui modèle l'arche de tant d'autres conflits sociaux et urbains depuis la fin du XX^e siècle...?

L'INJUSTICE N'EST QUE CHAOS

Fils d'une mère juive et d'un père musulman, j'ai grandi au son des tambours et depuis mon enfance, mon cœur n'a cessé de battre au rythme de ce conflit. Il m'a déchiré, a éveillé ma conscience politique, modelé mon rapport au monde et probablement aussi donné envie de devenir cinéaste pour raconter des histoires humaines. Au fil du temps, l'humain est devenu ma seule passion. Hantés par l'idée que le cinéma peut changer le monde, mes films ont abrité des récits de vie, épris de liberté, coincés au milieu d'une grande histoire. Mué par cette énergie, et probablement cette naïveté, je suis parti filmer un documentaire, *My Land*, en 2011 en Israël et au Liban, donnant la parole à de vieux réfugiés palestiniens et de jeunes Israéliens. J'ai cru un temps qu'une réconciliation serait possible... Or, je sais aujourd'hui qu'il est trop tard pour réconcilier. Une autre histoire a commencé à s'écrire.

Alors, à quoi ressemblera cette autre histoire ? Nul ne le sait encore. Elle sera certainement faite d'insurrections, de contre-insurrections, de folies nombreuses, de cynisme encore et toujours, d'abdications, d'espoirs et de rébellions contre les ordres qu'on présente comme établis... Mais, si elle veut avoir un sens, cette autre histoire devra aussi et avant tout être faite de justice. L'injustice n'est que chaos.

Dans ce conflit, il n'est plus aujourd'hui question uniquement que de Palestiniens ou d'Israéliens, de juifs et ou de musulmans, il est question de justice ou d'injustice. Chacun de nous doit choisir son camp. Car, s'il est une chose dont la nature humaine a horreur, c'est qu'on lui présente des mensonges comme des vérités. La nature humaine a aussi ses limites. Et ce que les tyrans détous bords devront avoir réussi de mieux, c'est de nous unir autour d'un pacte de désir commun, celui de ne pas vouloir revivre les horreurs du siècle passé. Pour cela, nos consciences doivent être prêtes à tous les combats. A commencer par la lutte contre l'oubli, la désinformation, la déshumanisation et la volonté d'anéantissement d'un peuple. Une nation ne se construit pas sur des cadavres ensevelis. ♦

IDÉES /



Emmanuel Macron et Abdel Fattah al-Sissi dans une aile dédiée aux Palestiniens dans un hôpital égyptien, le 8 avril. L. MARIN.AFP

Oui, il est temps de reconnaître l'Etat de Palestine

C'est parce que nous sommes attachés à Israël en tant qu'Etat juif et démocratique que nous souhaitons que le peuple palestinien puisse lui aussi disposer de son Etat libre et indépendant, appellent les responsables de La Paix maintenant et de JCall.

Nous, responsables de La Paix maintenant et de European Jewish Call For Reason (JCall), appelons à l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël – et ce, depuis la création de nos mouvements. En effet, les Palestiniens ont droit à leur Etat, comme les Juifs, qui ont obtenu le leur en 1948. Nous avons créé en 1980 La Paix maintenant pour soutenir le mouvement israélien Shalom Akhshav, qui s'oppose, depuis sa fondation en Israël, à l'occupation et à la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza. Nous avons soutenu toutes les initiatives de paix qui se sont succédé, pour qu'Israël

évacue ces régions dans le cadre d'un accord et qu'y soit créé un Etat palestinien à côté d'Israël dans des frontières sûres et reconnues. En 2010, nous avons lancé JCall, l'appel à la raison de citoyens européens juifs indéfectiblement attachés à l'avenir et à la sécurité d'Israël, parce que nous étions conscients du danger pour Israël de continuer cette occupation et de poursuivre la création d'implantations juives en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est.

Jusqu'à présent, notre engagement ne visait pas à établir un Etat palestinien immédiatement, mais à soutenir tous les plans et initiatives pour que cet Etat advienne. Ceux-ci ont toujours reposé sur un certain nombre de principes qui tiennent compte de la réalité sur le terrain et permettent de répondre aux attentes légitimes des deux peuples : création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, avec un échange de territoires pour limiter le nombre d'Israéliens installés en Cisjordanie qu'il faudrait déplacer afin que les Palestiniens puissent disposer d'une continuité territoriale en Cisjordanie avec un lien à la bande de Gaza ; démilitarisa-

tion de l'Etat palestinien ; partage de Jérusalem avec rattachement des quartiers arabes à l'Etat palestinien ; renonciation au droit au retour en Israël des réfugiés arabes de 1948 et de leurs descendants, ce qui mettrait un terme définitif à ce conflit centenaire et ne ferait pas de cet Etat palestinien un tremplin pour de futures revendications sur tout le territoire de la Palestine mandataire ; et enfin, reconnaissance mutuelle des deux Etats et de leur légitimité. Nous avions soutenu les accords d'Oslo, qui devaient aboutir à la création d'un Etat palestinien en donnant à l'Autorité palestinienne une autonomie progressive sur les grandes villes de Cisjordanie, puis sur les autres territoires. Mais le processus

Par

**DAVID CHEMLA,
ALAIN ROZENKIER,
ALEXANDRE JOURNO,
GIORGIO GOMEL ET
MEIR WAINTRATER**

Responsables de JCall
et la Paix maintenant

d'Oslo a été un échec. Le temporaire est devenu permanent ; le régime d'occupation de la zone C, qui représente près de 60 % de la Cisjordanie et est sous la responsabilité administrative israélienne, a conduit à sa colonisation accélérée et à un travail de sape de la viabilité du futur Etat palestinien.

Le statu quo, qui s'effritait progressivement, est en lambeaux depuis l'attaque et les massacres du 7 Octobre perpétrés par le Hamas en Israël et la guerre meurtrière qui s'ensuit à Gaza. Aujourd'hui le gouvernement israélien multiplie ses projets de colonisation en Cisjordanie, où les violences des colons s'aggravent sans que l'armée n'intervienne. Et la guerre à Gaza se poursuit sans que le gouvernement israélien ait défini une stratégie pour gérer la situation de ce territoire quand elle aura pris fin. Après plus de dix-neuf mois de conflit, le Hamas n'a toujours pas été vaincu complètement, la majorité des otages libérés ne l'ont été que suite à des négociations, et le nombre de victimes civiles palestiniennes est injustifiable et nous bouleverse tous.

Devant cette situation, nous pensons qu'il est nécessaire de franchir une nouvelle étape. On ne peut plus se contenter de déclarations de principes sur la solution à deux Etats, qui reste encore la seule solution raisonnable pour mettre fin à ce conflit. C'est parce que nous sommes attachés à Israël en tant qu'Etat juif et démocratique ouvert sur le monde, c'est parce que nous refusons la poursuite par Israël de l'occupation et de la domination d'un autre peuple, c'est parce que nous souhaitons que ce peuple puisse lui aussi disposer de son Etat libre et indépendant à côté d'Israël, que nous appelons à sa reconnaissance. Celle-ci n'est nullement, quoi qu'en disent certains, un cadeau fait au Hamas qui, lui, s'oppose à l'existence d'Israël et revendique un Etat islamique de la rivière à la mer. C'est la seule possibilité pour permettre aux deux peuples de vivre, un jour prochain, en sécurité dans leurs Etats.

Nous soutenons le projet esquisonné par le président Macron, et sur lequel il ne doit pas reculer, d'inscrire cette reconnaissance par la France dans le cadre global d'un plan de paix régional comportant : un cessez-le-feu permanent à Gaza et la libération de tous les otages ; la reconstruction de Gaza avec le soutien des pays arabes et occidentaux ; et la mise en place d'une gestion de ce territoire par une administration civile incluant des Palestiniens sans le Hamas, sa démilitarisation, ainsi que la reconnaissance de l'existence d'Israël par les pays arabes qui ne l'ont pas encore fait. Cette reconnaissance par la France de la Palestine – qui serait suivie probablement par celle d'autres pays européens – renforcerait son statut d'Etat sur la scène internationale et lui permettrait d'engager, le jour venu, des négociations d'Etat à Etat avec Israël, notamment sur la question des frontières. Il n'est plus possible de conditionner plus longtemps la reconnaissance de l'Etat de Palestine. C'est maintenant qu'il faut le reconnaître. ➤



ÉCRITURES

Par
MARTINE DELVAUX

De J.K. Rowling à Karoline Leavitt, que faire face aux alliées de la domination masculine ?

Pourquoi des femmes entourent et soutiennent Trump et son masculinisme ? Les «méchantes Maga» préfèrent s'asseoir à la table des «boys» plutôt que de courir le risque de tout perdre en dénonçant la misogynie.

A lors que Donald Trump s'installait dans le bureau ovale, les éditions Picador réimprimaient *Right-Wing Women* («les femmes de droite»), ouvrage incontournable sur la place des femmes dans le conservatisme américain de la féministe américaine Andrea Dworkin paru d'abord en 1983. L'autrice était décrite à l'époque comme excessive, radicale, lesbienne frustrée, son «hystérie» se révèle, pourtant, aujourd'hui, prophétique : nous vivons dans une misogynie systémique, comme le montre le masculinisme totalement assumé et valorisé par le président américain et les boys qui l'entourent. Une domination masculine dont certaines femmes acceptent d'être les représentantes, les pom-pom girls, les courroies de transmission. «*L'avenir de chaque femme*, écrit Dworkin, est lié à celui d'une femme qu'elle déteste politiquement et moralement.» De fait, ce qui retient l'attention, chez elle, c'est moins la dénonciation dont ces femmes de droite pourraient être l'objet, que la compréhension, voire la sympathie qu'elle manifeste à leur endroit. Sa reconnaissance de leur intelligence spécifique. Car ces femmes, explique-t-elle, voient le monde tel qu'il est. Et convaincues qu'il ne peut pas

être changé, elles choisissent d'y participer. Elles préfèrent tirer leur épingle du jeu, ou du moins essayer, en s'asseyant à la table des boys plutôt que de courir le risque de tout perdre en dénonçant la domination masculine.

Les «Maga mean girls», comme on les surnomme, sont une bonne illustration de ces femmes de droite alliées de la domination masculine, invitées pour faire écran à la misogynie trumpienne : Pam Bondi (procureure générale), Kristi Noem (secrétaire à la sécurité intérieure) et Laura Loomer (militante d'extrême droite). Mais aussi, Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison Blanche, dont la jeunesse, la blondeur et les yeux bleus, le style vestimentaire et la croix qu'elle porte autour du cou en font une parfaite représentante du régime Républicaine, réactionnaire, croyante et pratiquante. Epouse d'un homme qui a trente ans de plus qu'elle, elle est aussi une jeune mère qui, quelques jours après avoir accouché et été témoin, à distance, de la tentative d'assassinat envers son patron, s'est empressée d'aller le défendre sur des plateaux de télévision. Karoline Leavitt est la version trumpienne de la *all american girl*, la fille typiquement américaine, qui se veut un modèle pour toutes les Américaines.

Mais il y a aussi d'autres exemples, moins proches de la Maison Blanche, qui participent du même mouvement. C'est le cas de l'écrivaine milliardaire anglaise J.K. Rowling, antitrans notoire qui a subventionné le lobby derrière la

décision de la Cour suprême britannique, tombée le 16 avril, voulant que les termes «femme» et «sex», dans la loi sur l'Egalité de 2010, renvoient à une femme et à un sexe dits «biologiques».

J.K. Rowling ne défend pas les femmes, elle n'agit pas en tant que féministe, elle agit en tant que cette femme qu'elle est : extrêmement riche et de droite qui a choisi son camp. Et ce camp, c'est celui des hommes bien installés, cigare à la main, dans leurs fauteuils de cuir. C'est d'ailleurs l'image d'elle qu'elle a diffusée au lendemain du jugement : verre d'alcool d'un côté, petit cigare de l'autre, effluves de fumée qui drapent le visage sur fond d'air salin. Une image de victoire dans la bataille antitrans qu'elle mène depuis des années.

Voilà le camp des privilégiées. Le camp de celles dont le genre n'est jamais interrogé parce qu'il s'ajuste à celui du pouvoir.

On promet aux femmes de droite un monde où les hommes seront des hommes et les femmes des femmes. Le trumpisme s'acharne, ainsi, à coups de décrets, à faire rentrer les femmes dans le rang des «femmes». C'est-à-dire celles qui croient en une identité dite biologique, constatée (et non assignée) à la naissance. Et il le fait sous prétexte de vouloir les protéger de violences comme celles attribuées, entre autres, aux migrants, dans la reprise maléfique d'une logique raciste ancienne : des hommes noirs accusés d'avoir violé des femmes blanches (comme dans le cas malheureusement célèbre d'Emmett Till, lynché à mort en 1955 après avoir été accusé d'avoir sifflé une femme blanche).

La violence est aussi imputée, de manière directe ou détournée, aux personnes trans. D'où la guerre que mène le gouvernement américain (et il n'est pas le seul) contre les filles ou les femmes trans dans les vestiaires et les toilettes ou dans le sport féminin : le fascisme prend racine dans l'angoisse entourant l'identité de genre et la sexualité. Une angoisse fantasmée, inventée, nourrie, grossie. Et avec elle, une population accusée d'être une me-

nace pour les droits des femmes. Le mouvement Maga recule sur les droits et sur la pensée, philosophique et scientifique, qui s'est développée autour des questions de genre et de diversité sexuelle, et ce sous prétexte qu'il faudrait protéger «les femmes», et bien entendu, pas n'importe lesquelles. Ce front n'est pas sans rappeler la chasse aux sorcières qui, entre le XVI^e et le XVIII^e siècle a mis à mort plus de 100000 sage-femmes, soignantes, protosyndicalistes, amies et sans doute amantes qui résistaient au capitalisme et au patriarcat en train de s'installer.

La chasse aux sorcières continue. Cette fois, les personnes qu'on veut brûler, celles qu'on lance dans la gueule de la violence, celles qu'on bâillonne alors qu'il faudrait les écouter, celles qu'on accuse de crimes alors que ce sont elles, les victimes, sont non binaires, elles sont trans. Et parmi la foule qui crie, il y a des femmes. Certaines femmes. Des femmes de droite alliées de la domination masculine.

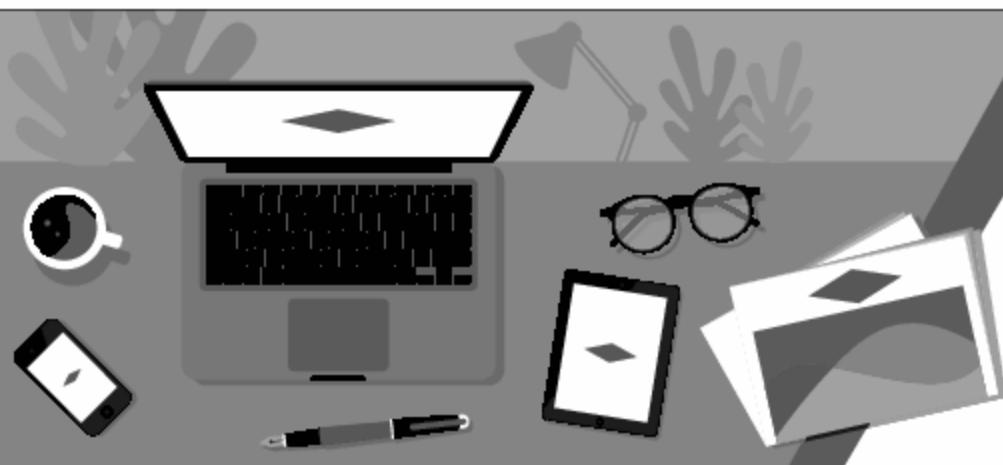
Parmi les objectifs de la domination masculine : faire que les femmes se détournent les unes des autres, cherchant d'abord et avant tout le regard des hommes pour qu'il se dépose sur elles et les fasse exister. Quand Andrea Dworkin écrit que l'avenir de chaque femme est lié à celui d'une autre femme avec qui elle est en désaccord, c'est aussi à ça qu'elle renvoie. A la nécessité de regarder l'autre femme, même celle qui incarne tout ce contre quoi on se bat.

On peut certes rêver d'amener cette femme à changer de camp, mais il semble plus réaliste de penser que nous resterons irréconciliables, et que cette impossible réconciliation fait aussi partie du féminisme. Nous ne serons sans doute jamais d'accord, et je continuerai à lutter. Mais voici : je choisis de rester empathique. Parce que malgré la guerre menée par le mouvement Maga contre l'empathie (ce «*poison*» et ce «*péché*»), je préfère me tenir de ce côté-là.

M'intéresser, observer, écouter. Tenter de comprendre. Et ça vaut aussi pour ces femmes-là. ♦

On promet aux femmes de droite un monde où les hommes seront des hommes et les femmes seront des femmes.

Libération
ABONNEZ-VOUS



Offre intégrale
34,90€

par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H



EN COMPÉTITION

UN SIMPLE ACCIDENT de Jafar Panahi avec Vahid Mobasher, Maria Afshari, Ebrahim Azizi... 1h 41. En salles le 10 septembre.

La présentation du nouveau film de Jafar Panahi en compétition à Cannes en présence du cinéaste est en soi un événement. Privé de son passeport depuis 2010, Panahi avait continué de travailler, créer, diffuser ses films et glaner de nombreux prix (lion d'or à Venise, ours d'or à Berlin, mais toujours pas de palme) sans jamais sortir d'Iran. «Même si les contraintes que le régime fait peser sur lui, sa carrière, le stressent, voire intimement le désespèrent, il est toujours prêt à aller de l'avant. C'est un combattant qui ne se rend pas facilement», c'est ainsi que son directeur de la photographie Amin Jafari évoquait le cinéaste à *Libération* pour la sortie, fin 2022, d'*Aucun ours*, réalisé et joué par un Panahi qui se trouvait alors incarcéré depuis plusieurs mois dans la prison d'Evin à Téhéran. La mobilisation internationale pour dénoncer sa détention, simultanée à celle de son collègue Mohammad Rasoulof, produisit alors peu d'effet, la situation dans le pays s'étant aggravée avec la mort de la jeune Mahsa Amini, assassinée en septembre de la même année par la police des mœurs, jetant une partie de la population dans les rues de nombreuses villes au cri de «Femme, vie, liberté».

FLIC DANS LE COFFRE

Fer de lance tête de l'opposition au régime islamique, Panahi vivait de toute façon sous la menace d'une peine de prison de six ans, prononcée à son encontre en 2010 «pour propagande contre le régime», assortie du retrait de son passeport et d'une interdiction de tourner pendant vingt ans. En 2023, alors que la prison d'Evin est saturée par l'afflux des arrestations monstrues tentant de juguler l'insurrection spectaculaire en cours dans tout le pays, Panahi commençait une grève de la faim: «Je resterai dans cet état jusqu'à ce que, peut-être, mon corps sans vie soit libéré de prison.» Il est alors rapidement libéré, en février 2023, après sept mois de détention.

Le côté fragmenté des instances de pouvoir en Iran, la casuistique complexe et souvent déroutante entre ce qui est interdit, permis, possible, officiel ou clandestin, a conduit Panahi, qui fut d'abord un émule esthète du grand Abbas Kiarostami, à devenir, de films en prises de position, une figure éminente de la dissidence. Un résistant de l'intérieur dans un pays où la scène artistique est paradoxalement très active, voire favorisée, en dépit des nombreuses censures et listes d'interdits en perpétuel renouvellement selon les personnalités aux manettes. Dans une scène sublime d'*Aucun ours*, on voyait Panahi se faire conduire de nuit à la frontière, zone non surveillée dans un désert, plus près que jamais la possibilité de s'exiler. Il faisait un pas en avant hors d'Iran, mais reculait subitement, comme



Une aventure dans le van de Vahid (Vahid Mobasseri), véhicule d'une vendetta improvisée. LES FILMS PELLEAS

«Un simple accident» Le joug et la nuit

Rage Dans son nouveau film tourné à sa sortie de prison, l'Iranien, figure éminente de la dissidence, raconte la relation entre une victime et son bourreau, lors d'une virée en van. Un règlement de comptes sans détour avec le régime.

pris d'effroi. Ayant retrouvé le droit de circuler en avril 2023, le cinéaste est donc à Cannes avec *Un simple accident*, tourné à sa sortie de prison. Son entourage assure que, contrairement à Rasoulof venu à Cannes en 2024 présenter le très contestataire *les Graines du figuier sauvage*, il ne compte pas s'installer en Europe, bien décidé à rentrer chez lui.

En regardant le film, on prend la mesure du risque encouru, tant le long métrage a des accents de règle-

ment de comptes en bonne et due forme avec les soutiens du régime. «Après un simple accident, les événements s'enchaînent»: tel est le pitch laconique qu'on pouvait lire avant la projection. Le film s'avère simple, direct, politique sans détour. Un homme nommé Vahid (Vahid Mobasseri) y reconnaît par pur hasard celui qu'il pense être son bourreau. Lors de sa détention de plusieurs mois, l'agent du renseignement qui l'interrogeait et le frappait, et que ses yeux bandés l'empêchaient de

voir, se déplaçait dans la cellule avec une démarche caractéristique, au grincement régulier, celui d'une prothèse remplaçant sa jambe amputée.

Saisissant sans réfléchir l'occasion de se venger, Vahid assomme l'homme d'un coup de portière, l'attache, l'enlève, creuse sa tombe... puis hésite, pris d'un doute devant les protestations de son prisonnier. S'agit-il bien du cruel Eghbal, dit la Guibole, ou d'un père de famille innocent? Commence alors, pour s'en

assurer, toute une aventure où une photographe de mariage, une future mariée en robe blanche, son fiancé, et un autre homme traumatisé lui aussi par les sévices d'Eghbal, se retrouvent embarqués dans le van de Vahid, véhicule d'une vendetta improvisée. Cette virée pleine de débats animés entre les victimes, aux positions différentes, alors que le flic est dans le coffre, est un moyen pour le cinéaste d'examiner (d'exorciser) les raisons d'en découdre avec le régime. C'est aussi une approche

«A la tête de l'Iran, il reste une coquille vide qui continue de gouverner»



Le cinéaste iranien, incarcéré plusieurs mois à la prison d'Evin, revient à Cannes en compétition. Malgré les pressions, il continue de tourner dans la clandestinité et refuse de quitter son pays.

Tafar Panahi n'était plus venu à Cannes depuis 2010. Privé de passeport par le régime iranien, le cinéaste a récupéré le précieux document l'an dernier. On a pu le rencontrer à chaud alors qu'il sortait de la projection de gala triomphale d'*Un simple accident* où il a tenu à dédier la séance aux cinéastes empêchés de tourner dans son pays.

Avec ce film, plus de détour, plus de gant. On a l'impression que vous boxer le régime à main nue...

Je suis toujours inspiré par ce qui m'entoure, et quand ce qui m'entourait, c'était la rue, la vie dans la société iranienne, c'était peut-être plus doux. A présent qu'on m'a mis en prison, on m'a en quelque sorte soufflé un sujet. La République islamique m'a tendu cette perche-là. A elle d'assumer que quand on enferme un artiste, on ne sait pas ce qui peut en ressortir. J'espère qu'ils ont assez de jugeote pour ne plus emprisonner des artistes après ça, mais j'en doute.

Quelle est votre situation administrative, légale aujourd'hui ?

Sur le plan formel, toutes les contraintes, les décisions de justice que je devais respecter n'ont plus cours, je n'ai plus d'interdiction de voyager, d'écrire ou de tourner. Pour autant, étant donné les thèmes que j'aborde, il n'est pas question que je suive la voie légale qui consiste à demander une autorisation aux instances officielles et de leur soumettre le scénario. Si bien que je continue de travailler exactement dans les mêmes conditions d'illégalité et de clandestinité.

Avez-vous eu peur de ne pas terminer le film ?

pour peser les arguments moraux de ce qu'il conviendrait de faire, s'il tombait, pour interrompre la longue chaîne cau- sale de l'oppression et de la torture, toujours justifiée et maquillée par le projet de faire le bien, et quelle justice pourrait être rendue qui ne soit pas une pure vengeance.

RÉPRESSION FÉROCE

Après une belle exposition en voiture la nuit, où le peut-être-Eghbal est au volant avec sa famille, sa petite fille dansant à l'arrière en attendant le petit accident déclencheur, le film s'oriente assez vite, et de plus en plus, vers la fable, récit à thèse(s) à démêler, voire vers le texte théâtral – on y cite *En attendant Godot*, et on pourrait imaginer son scénario, traitement assez universel d'un motif potentiellement plus vaste que l'Iran, joué sur les scènes d'autres endroits du monde, avec son climax de paroles finales. Si la tombe creusée dans le désert semble citer *le Goût de la cerise* du maître Kiarostami (palme d'or 1997), l'aggravation de la situation politique et la répression féroce personnellement subie par le cinéaste semblent pousser *Un simple accident* à s'éloigner d'une certaine tradition cinématographique iranienne, de sa haute mise en scène de l'implicite, du cas par cas, du détail et du détournement, au profit d'une forme de franche rage à la hauteur de l'urgence, plus dirigée vers la place publique, moins riche en plaisirs clandestins. Un film de circonstance avec tous les risques que cela comporte pour ceux qui en sont les maîtres d'œuvre.

LUC CHESSEL et DIDIER PÉRON



A Cannes, mardi.

politiques. Nous étions mélangés avec des personnes incarcérées pour des questions d'argent. Le groupe politique, nous vivions ensemble, mais il faut comprendre que la plupart des détenus étaient là depuis quinze, vingt ans, eux avaient une expérience de ce lieu absolument édifiante. Il y avait notamment un grand professeur de sociologie qui était une source de savoir, à tel point qu'on a organisé des cours pour l'écouter. J'ai ressenti ce séjour comme une occasion d'apprendre. Quand je suis sorti, la liberté avait un goût d'inachevé, laisser derrière soi des personnes qui m'avait accompagné et enrichi n'était pas un sentiment agréable, j'avais l'impression d'avoir une dette à leur égard et ce film est une manière de m'en acquitter. Je l'ai fait avec quelqu'un

qui a passé beaucoup de temps en prison et tous les détails que l'on donne ne se rapportent pas qu'aux derniers événements mais à un demi-siècle d'enfermement et de répression.

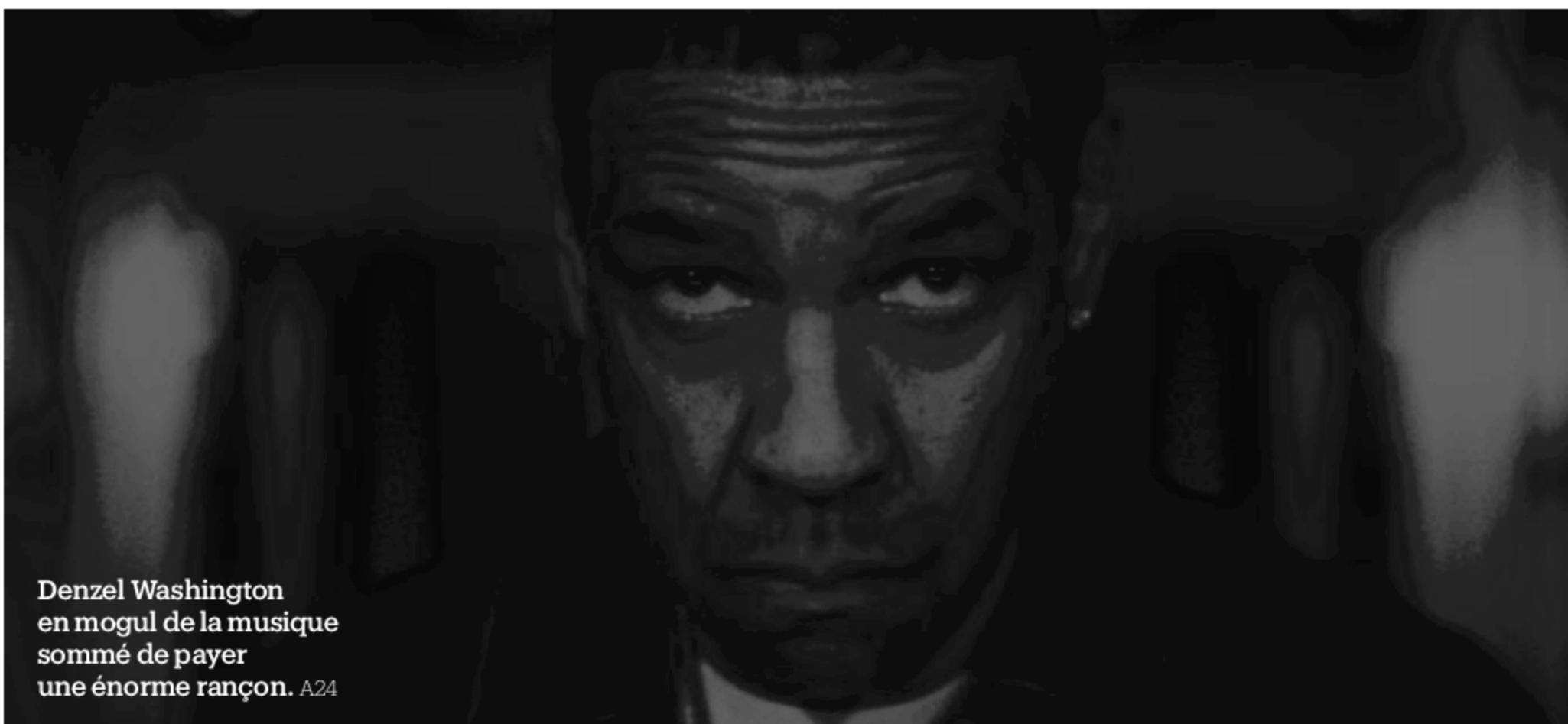
Mohammad Rasoulof disait l'an dernier à «Libé» que la peur avait changé de camp après le mouvement Femme, Vie, Liberté...

Les Iraniens dans leur grande majorité rejettent ce régime, ils l'ont montré parce que d'après les chiffres officiels, il y a eu 60 % d'abstention aux dernières élections. Et je pense que le système s'est effondré, que ce soit sur le plan économique, idéologique, environnemental, c'est un échec total. Il reste une coquille vide, un corps malade qui continue de gouverner car il a l'argent et les armes. Il n'a plus au-

cune légitimité depuis longtemps. La phrase qui résume la situation est celle prononcée par le jeune homme de la librairie dans le film: «Ce n'est pas la peine de creuser leur tombe, ils s'en sont chargés eux-mêmes.» La question de l'avenir du pays est la seule chose qui compte, ils vont partir mais plus ils tardent, plus ils entraînent le pays dans leur inexorable déroute.

Vous n'envisagez pas l'exil ? Les personnes qui sont parties n'ont pas eu le choix, elles étaient contraintes de le faire. Mais elles en ont eu la force. Je n'ai pas cette capacité, je suis incapable de m'adapter à un autre pays, à une autre culture. Ce n'est pas un principe, je n'ai juste pas d'autres choix que de rester en Iran.

Recueilli par D.P.
Photo MARIE ROUGE



Denzel Washington en mogul de la musique sommé de payer une énorme rançon. A24

«Highest 2 Lowest» de Spike Lee, croûte que coûte

Grotesque Après une palme d'or surprise remise à son complice Denzel Washington, le cinéaste a présenté lundi son remake du chef-d'œuvre de Kurosawa «Entre le ciel et l'enfer». Désastre total.

HORS COMPÉTITION
HIGHEST 2 LOWEST de Spike Lee avec Denzel Washington, Jeffrey Wright, Ifenesh Hadera... 2h13. Sur Apple TV+ le 5 septembre.

Le géant Denzel Washington, pour la première fois sur la Croisette en cinquante ans de carrière, et on aurait raté ça, nous ? En passage éclair à Cannes entre deux représentations d'*Othello* au théâtre, l'acteur américain de 70 ans, ému et presque importuné par la durée de l'ovation, ne s'attendait pas à recevoir une palme d'or d'honneur surprise pour l'ensemble de sa carrière des mains de son «brother» Spike Lee.

Soupe musicale. Lequel a bondi dans son complet rose et orange rayé le plus flashy pour la première de son film hors compétition lundi soir, rameutant en nombre le gotha du cinéma noir français : Thomas Ngijol, Aïssa Maïga, Salif Cissé, coucou Mathieu Kasso-

vitz... C'est plus tard que ça se gâte, après l'électrisant montage rétro de la carrière de l'acteur; après le speech de remerciements plein d'humilité (nouvellement baptisé et ordonné pasteur évangélique, Denzel Washington a trouvé Dieu) : le film doit commencer. «*C'est vrai que c'est dur d'aimer Spike au quotidien...*» concédera un fan fataliste à l'heure du débrief de *Highest 2 Lowest* au bas mot une croûte intergalactique (sortie prévue sur la plateforme Apple TV+).

Accordé, ce bon vieil oncle Spike Lee n'a pas fait le début d'un film regardable depuis des lunes, devenu l'homme-sandwich de sa propre légende. Ok, tout le monde doit payer ses factures. Ce n'est pas une raison pour vandaliser la sépulture de ce pauvre Akira Kurosawa, auquel *Highest 2 Lowest* rend paraît-il hom-

mage en qualité de remake d'*'Entre le ciel et l'enfer* (1963). La maison indé branchée A24 et Apple TV+ ont joint leurs forces pour financer ce qui évoque d'abord un hideux épisode de soap du dimanche, baignant dans une soupe musicale assourdissante (le mixeur son est en cavale?).

Beauferie. Le film est fait de champs-contrechamps montés à la tronçonneuse, fonds verts et décors tocs, *moodboard* de pop culture noire américaine (de Basquiat à Toni Morrison, en passant par un portrait de Kamala Harris) décliné à l'écran comme on le ferait avec des placements de produits. Côté intrigue : le dilemme moral d'un mogul surpuissant (Denzel Washington, donc), sommé de payer une rançon de plusieurs millions de dollars après le kidnapping du fils de son chauffeur, est transposé dans l'industrie musicale à New York. Soit le prétexte à la peinture ultra *bling* d'un univers qui fascine Spike Lee, et à la présence non moins clinquante du rappeur d'Asap Rocky venu avec des séquences clip toutes prêtes pour ambiancer le film (pas autant que l'apparition surprise de Rihanna enceinte à son bras n'aura ambiancé la clôture du red carpet).

D'insistants plans de drones sur les gratte-ciel de Manhattan figurent les sommets desquels le businessman «M. King» pourrait bien chuter tel Ycare, direction les bas-fonds qui l'ont vu naître. Attention, le film vire alors en grotesque *actioner* qui atteint des sommets de beauferie dans son usage des codes de la Blaxploitation, après un sacré stage d'embourgeoisement. Traînant la patte avec une arme de poing sur les toits du métro new-yorkais, ou dodelinant de la tête sur du gros gangsta rap en assenant des coups de poing dans le vide, le pauvre Denzel a l'air de se dire qu'il a passé l'âge de ces conneries. Les acteurs dans leur totalité, certes peu servis par les dialogues qui maintiennent le désastre à température ambiante, ne pourraient pas être plus mauvais s'ils se forçaient (particulièrement Jeffrey Wright en loubard musulman du Bronx avec accent de la street : du même tonneau que les clichés afro-américains qu'il moquait dans le formidable *American Fiction*). Alors, à Spike Lee, qu'est-ce qu'on dit ? Respectueusement, le «n-word» tabou de la critique ciné : nul !

SANDRA ONANA

«Drunken Noodles» : on est pas bien là, entre nouilles ?

Drague Le superbe film de Lucio Castro sur un étudiant en art qui vient passer l'été à New York mêle aventures érotiques et mésaventure amoureuse.

ACID DRUNKEN NOODLES de Lucio Castro avec Laith Khalifeh, Ezriel Kornel, Matthew Risch, Joel Isaac... 1h22.

Adnan, jeune étudiant en art vient passer l'été à New York, dans l'appartement de son oncle, pour suivre un stage dans une galerie et nourrir



Adnan (Laith Khalifeh), chez son oncle à New York. OUTPLAY

son chat. Un jour, il se fait livrer un repas par Yariel, mystérieux cycliste au vélo high-tech serti de bidules lumineux. Les deux se draguent, fricotent, tombent peut-être amoureux. Plus tard, Yariel rend visite à Adnan dans sa galerie, qui lui fait découvrir les toiles pornographiques brodées d'un vieil artiste qu'il semble connaître. Yariel est très ex-

cité. Il invite des connaissances à venir jouir des images, et, se révélant poète, laisse à Adnan un texte éclairant, peut-être, sur ce qui vient de se passer. Mais que s'est-il passé au juste ?

Jusqu'au bout de ce film déroulé en plusieurs séquences détachées et introduites par des titres en forme d'énigmes, vraisemblable-

ment liées entre elles, la réponse reste suspendue. Tout comme le personnage d'Adnan, protagoniste doux et gazeux dont les contours peinent à se préciser au gré de ses drôles d'aventures érotiques, ou de sa mésaventure amoureuse avec un compagnon dépressif qui ne le désire plus.

Pourtant *Drunken Noodles*, filmé en séquences précises, posées, superbement photographiées, est tout sauf un fatras ou un plat de nouilles prestement sautées dans un wok et trop pimentées. Le film de Lucio Castro donne plutôt l'impression de faire défiler les pages d'un court roman rédigé en paragraphes dénués de titre, non numérotés, comme autant de pré-cipités très crédibles d'existence résonantes d'autant plus fort qu'ils se succèdent à un rythme retenu, en levant les yeux vers la mer, ou un mur vide, à chaque saut de ligne. Très beau, dans le plein comme dans le délié.

OLIVIER LAMM

«Fuori» vaut la peine

Joliésse Mario Martone signe un beau portrait de l'écrivaine anarchiste Goliarda Sapienza, marqué par l'amitié passionnelle avec une ancienne codétenue.

EN COMPÉTITION
FUORI de Mario Martone
avec Valeria Golino, Matilda
De Angelis... 1h 57.
En salles le 3 décembre.

Ce serait donc ça, qui s'engouffre dans le nouveau long métrage de Mario Martone ? L'art de la joie, on nous dit, ou la joie de l'art. Quelque chose qui déborde en tout cas de la nature du film biopic, excède ce qu'on peut dire factuellement de son synopsis et l'anime d'une fluidité romanesque, une sensorialité qui réchauffe – voire régénère au huitième jour du festival alors que des trombes d'eau apocalyptiques se sont abattues sur Cannes.

Emouvante. *Fuori*, ça veut dire dehors, en italien. Et ça zigzague dans la clarté en-

«Météors», confusion nucléaire

Empilement Le deuxième long métrage d'Hubert Charuel sur les (més)aventures d'un trio d'amis séparpille malgré un début prometteur.

UN CERTAIN REGARD
MÉTÉORS d'Hubert Charuel
avec Paul Kircher, Idir Azougli, Salif Cissé...
1h 50. En salles le 8 octobre.

A près le carton *Petit Paysan* passé par la Semaine de la critique en 2017 (trois césars, plus de 500000 entrées) Hubert Charuel, épaulé par Claude Le Pape, fait son entrée en sélection officielle Un certain regard avec son deuxième long métrage de fiction, *Météores*. Saint-Dizier, sa tour rayée Miko, ses poubelles nucléaires non loin en forment le cadre, et Charuel, qui vient de la région, a le don d'utiliser ses décors pour former la matière de quelques très plans très réussis – notamment entre les hautes et flipantes parois de béton des centres de stockage. S'y épanouit, aussi, une galerie de personnages secondaires, flics, juge, avocate,

assistante sociale, à l'incarnation très juste. C'est au cœur du réacteur, si l'on peut dire, que les choses se corsent. Un trio formé par Mika (Paul Kircher), Dani (Idir Azougli) et Tony (Salif Cissé) est uni par une amitié aussi indéfectible qu'inexpliquée, à l'alchimie convaincante, bientôt mise à l'épreuve par un accident qui menace d'envoyer les deux premiers en prison. L'ouverture du film est enlevée et drôle, qui les décrit lors d'une longue nuit alcoolisée allant d'un bowling à la campagne (avec le vol d'un chat) puis au commissariat, en comparution immédiate et finalement à l'hôpital. Mais à partir de là, ça se gâte, le film hésitant entre différentes pistes (le traitement des déchets nucléaires, l'alcoolisme, le poids excessif de la dépendance amicale...) qui donnent une sensation d'empilement faisant s'embourber l'ensemble.

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS

s excessif de la dépendance amine-
nnent une sensation d'empile-

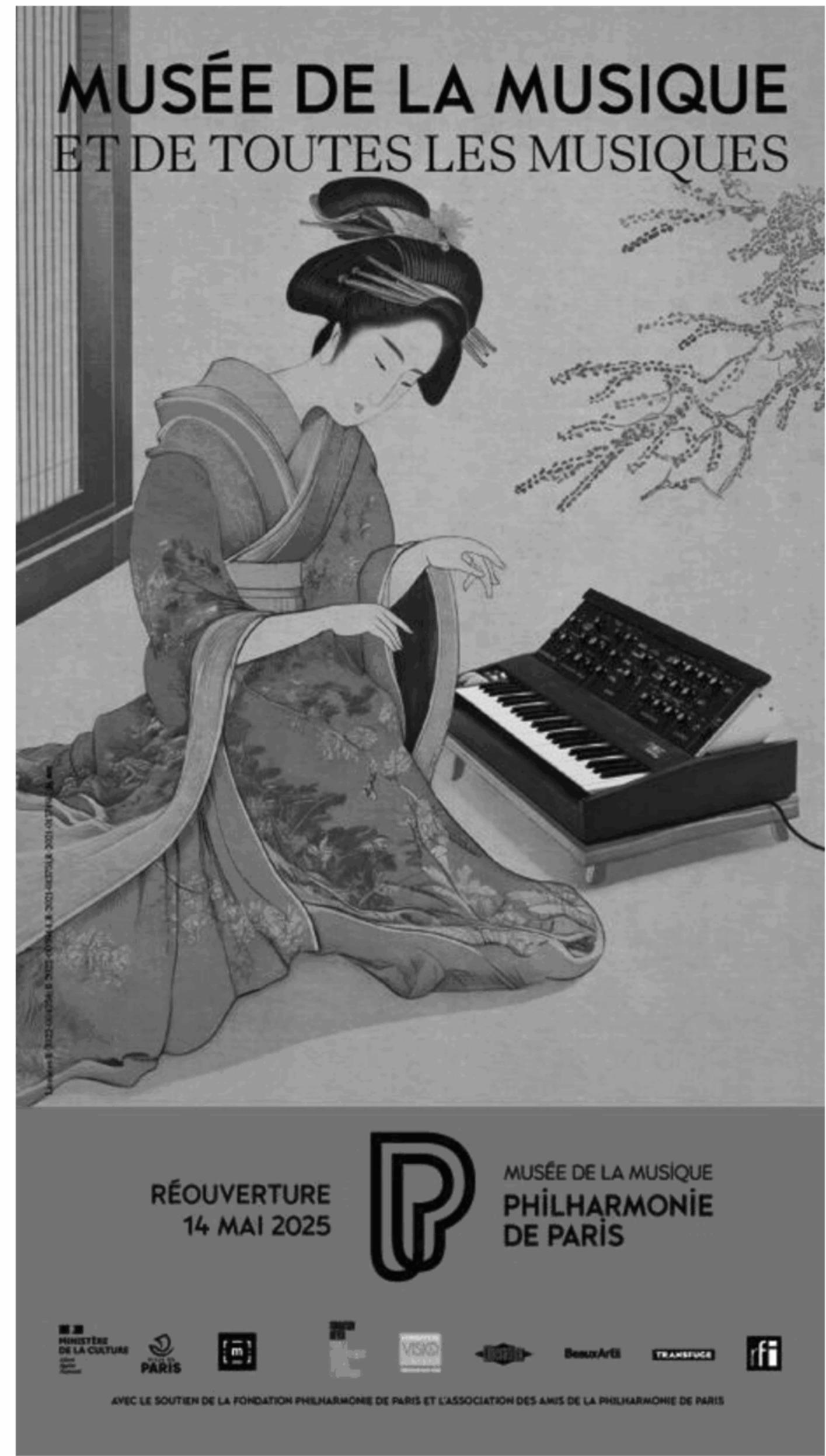
**Robert et Goliarda,
anciennes codétenues**

l'écroulement, la renaissance. Plutôt que le fond du seau, le retour à la surface. Sans voix off programmatique, et quitte à distiller une joliesse un peu chic qui enrobe ses taulardes idéalisées dans un *flare* de so-

leil, Mario Martone s'essaye à incarner la thèse controversée de Sapienza, qui jetait le sens commun par-dessus bord: la prison, c'était presque plus libre qu'ici. Et le film de restituer cette manière

d'inventer en effet cette liberté entre femmes, d'être soudées et vivantes pour tenir les forces obscures à distance – en 2025, on dirait presque trop platement sororité.

S.O.





«Classe moyenne», conscience de clash

Nantie Servie par un excellent casting, la comédie grinçante imagine un jeune étudiant ex-prolo devenu agent de paix entre des bourgeois et leurs employés.

QUINZAINE DES CINÉASTES
CLASSE MOYENNE d'Antony Cordier avec Laurent Lafitte, Elodie Bouchez, Ramzy Bedia... 1h 35. En salles le 24 septembre.

Décidément, gros retour d'Elodie Bouchez qui se retrouve à Cannes, qui plus est pour deux films ayant pour thème les rapports de classe – *Enzo* de Robin Campillo et Laurent Cantet présenté en ouverture de la Quinzaine des cinéastes et, toujours dans cette sélection, *Classe moyenne* d'Antony Cordier (*Gaspard va au mariage*, la série *Irrésistible...*). Elle y endosse excellemment et dans deux registres différents le rôle de l'épouse nantie. Dans une belle propriété du sud de la France, une couple très à l'aise (elle comédienne sur le déclin, lui avocat à la tête d'un gros cabinet parisien) accueille le petit ami de leur fille, Mehdi (Sami Oualbali), issu d'un milieu prolo. Le jeune homme a fait de brillantes études de droit et il agace l'arrogant maître de maison (Laurent Lafitte, qui adore jouer les types odieux). La situation dégénère complètement après un conflit avec le couple de gardiens payé au black (joué par Laure Calamy et Ramzy Bedia). Mehdi tente de jouer les casques bleus. La comédie sociale grince joyeusement dans l'étalage des incompatibilités de point de vue entre patrons et employés, l'écart de condition étant manifeste mais comme l'est la dépendance réciproque entre ceux qui exécutent le service et ceux qui en bénéficient à la condition expresse que l'écart de rémunération reste important et même visible. Celui qui va souffrir le plus au milieu et à ses dépens est le transfuge de classe, qui croit possible de ressoudre les liens entre bourgeois et ouvriers.

DIDIER PÉRON



TANDEM



A Cannes, dimanche.

Surprise arty

Akinola Davies

Premier cinéaste nigérian en sélection cannoise avec «*My Father's Shadow*», le trentenaire, en fructueuse collaboration avec son frère, cultive une foule d'influences artistiques.

On prophétisait hier la pluie de grênes, on a eu de la pluie tout court: l'averse s'est abattue sur Cannes et d'un coup on court, on patouge, mais on y voit plus clair aussi, pour peu qu'on soit équipés du matériel adéquat – comme disent les Allemands, «il n'y a pas de mauvais temps, juste de mauvais vêtements». La pluie et le ciel voilé, ça permet aussi aux couleurs de mieux ressortir, comme le vert des fausses treilles de vignes dans les restaurants du Suquet, le rouge des tapis du Palais des festivals ou le blond aveuglant des cheveux d'Akinola Davies Jr, 30 ans,

premier réalisateur nigérian sélectionné à Cannes. Déjà, c'est historique et pour ne rien gâcher le film, *My Father's Shadow*, est épata, pérille à Lagos, capitale du Nigeria, d'un père et de ses deux jeunes fils en 1993, sur fond de secousses politiques majeures.

Une sorte d'autobiographie rêvée, qui raconte un contexte électoral tendu, mais surtout une figure paternelle idéalisée, à la fois prête à mourir pour ses idées et totalement dévouée à sa progéniture. Souvenir fantasmé par Akinola et son frère aîné Wade, qui a écrit le film avec lui: ils n'ont jamais connu leur père, décédé quand ils étaient enfants à Lagos. «Le film est un mélange d'histoires qu'on a entendues dans nos familles et d'inventions. Tout le film repose sur l'idée du souvenir: comment on vit avec, comment on l'interprète.»

«**DJ**.» Malgré cette disparition, Akinola garde l'image d'une jeunesse heureuse au Nigeria. «On se sentait très protégés. Je regardais énormément la télévision, j'étais obsédé par 1, rue Sésame. C'est à l'adolescence que c'est devenu plus compliqué avec

les couvre-feux, l'instabilité. C'est pour ça que je suis parti vivre en Angleterre à 12 ans, où j'ai découvert une autre manière de vivre – au Nigeria, tout tourne essentiellement autour de la famille.»

C'est d'elle que viendra, en toute logique, l'intérêt d'Akinola Davies pour la réalisation – un oncle qui travaille pour Nollywood, l'industrie du cinéma nigérian, une sœur qui court les castings pour devenir actrice. Mais c'est par la musique, au Royaume-Uni qu'il y viendra. «Je n'ai pas fait d'études pour ça, j'ai tout appris sur le terrain. En devenant l'assistant de photographes et de réalisateurs de documentaires qui, tous, évoluaient dans l'univers musical. Je suis ensuite devenu DJ, j'ai organisé des soirées. Parallèlement, l'essentiel de mes amis gravitait autour de la mode, du stylisme. Donc quand j'ai voulu commencer à filmer, c'est naturellement dans ces secteurs-là que j'ai démarré.»

Cocktail. Akinola réalise des vidéos pour Gucci, Vuitton et des clips pour Neneh Cherry, Blood Orange et Kae Tempest. Avant de passer à la fiction, à l'initiative de la BBC, avec le court métrage *Lizard*, également écrit avec son frère, qui remportera le prix du jury à Sundance en 2020 et vaudra à Akinola Davies Jr d'être, la même année, sélectionné parmi les Talents de la Berlinale. Un accueil qui donne aux deux frères la confiance pour se lancer dans *My Father's Shadow*, basé sur un scénario que Wade a entamé en 2012.

«J'ai été profondément ému par son premier jet. On s'est enfermés pendant dix jours, durant lesquels on a regardé des films, puis longuement discuté et débattu, avant de se mettre à écrire.» Une dynamique présente dans le récit – les deux enfants du film sont ouvertement calqués sur Akinola et Wade – et vouée à se prolonger. «Je veux continuer à travailler avec mon frère, c'est quelqu'un qui a beaucoup à donner. On est aussi très complémentaires: je suis romantique, lui est plus pragmatique; je vis entre Londres et Lagos, lui entre le Nigeria et le Ghana.»

Fan d'Alice Coltrane, Akinola adore le cinéma d'Hirokazu Kore-eda, Mati Diop, Steven Spielberg et considère *la Mélodie du bonheur* de Robert Wise comme son film préféré (*je le regarde au moins une fois par an*). Cocktail d'influences qui éclaire sans complètement l'expliquer *My Father's Shadow*, film contemplatif, électrique et organique, où le mystère inhérent au monde des enfants est omniprésent. «C'est un film où les sensations prennent sur les détails et le contexte.» Approche inhabituelle dans le cinéma nigérian classique, qui tourne beaucoup autour des films d'action et des comédies romantiques auxquelles Akinola aimeraient avec ce premier long métrage proposer une alternative.

«Le cinéma nigérian est jeune mais a déjà énormément d'impact, notamment via YouTube, Netflix ou Amazon Prime qui lui permettent de toucher toute l'Afrique. Mais je pense il y a un virage à prendre aujourd'hui, pour faire changer le regard sur ce cinéma au niveau international. *My Father's Shadow* en présente une version plus arty, plus nuancée.» Qui surtout se fait, pour la première fois, un chemin jusqu'à Cannes. «Je suis conscient que c'est un moment important. Parce que ça vient légitimer ce cinéma, mais surtout parce que ça envoie un message important aux cinéastes nigérians: qu'ils peuvent investir tous les sujets, toutes les pistes, montrer l'identité africaine dans toute sa complexité. Ne pas se limiter aux clichés, aux images ordinaires.»

LELO JIMMY BATISTA
 Photo MARIE ROUGE

«Imago» entre tradition et paternité

Blessure A la frontière entre docu et autofiction, Déni Oumar Pitsaev sonde la communauté tchétchène exilée en Géorgie et sa relation au père.



Déni, acteur fantasque de son propre documentaire. PHOTO NEW STORY

**SEMAINE DE
LA CRITIQUE**
IMAGO de Déni Oumar
Pitsaev (1h48)

C'est une forme de documentaire, peut-être à la limite de l'autofiction. Il a lieu en effet, entièrement, dans des zones frontalières. Dans *Imago*, le cinéaste Déni Oumar Pitsaev apparaît à l'image, guidant tout son film, depuis l'intérieur, en direction de son cœur. Il a presque 40 ans, il n'est pas marié, ainsi que tout le monde – sans exception – le lui fera remarquer quand il arrive dans la vallée de Pankissi, en Géorgie. Là, sa mère a acheté pour le lui donner un petit bout de terrain constructible, au pied des hautes montagnes qui séparent les plaines géorgiennes de la Tchétchénie – le pays où il est né et qu'il a fui, enfant, pendant la guerre et les massacres par les Russes, en 1995.

que et en Russie, qui débarque chez son oncle parmi les Tchétchènes du Pankissi (ils y vivent nombreux depuis les guerres des années 1990 et 2000), dans leur communauté recréée en exil. On suit le pas à pas de son enquête et de son acclimatation, les

que ça à la bouche : cette pression, le fils (le film) la retourne à l'envoyeur en lui demandant des comptes, ce qui referme un peu la blessure, l'autorise à ne pas se faire d'illusions sur sa recherche de racines, et à partir – à rentrer de ce retour.

«Mue». *L'Imago* du titre est le nom de l'état adulte de l'insecte, après sa «mue imaginaire», la transformation en image –en images– que le cinéaste effectue sous nos yeux. Devenir un peu adulte en restant l'enfant qu'on était (l'enfant sans père resté à Samachki, dans la guerre), c'est la néoténie qu'*Imago* revendique, sa défense d'un état larvaire mais viable de l'existence et du cinéma.

LUC CHESSEL

Ressorts Le thriller policier de Thomas Ngijol fait le portrait d'un flic violent et des fléaux endémiques de la capitale sans réussir à se trouver une véritable profondeur de champ.

QUINZAINE DES CINÉASTES
INDOMPTABLES de Thomas Ngijol
avec Thomas Ngijol, Danilo
Melande... 1h 31. En salles le 11 juin.

Mais oui c'est ça, on avait bien lu. L'humoriste Thomas Ngijol sélectionné à la Quinzaine, devant et derrière la caméra pour un premier long métrage «sérieux» qui rompt avec le registre potache de ses comédies *Case départ*, *Fastlife* et *Black Snake*, quoique toujours inscrit et engagé dans l'expérience africaine. On connaissait les polars chinois devant bols de nouilles fumantes, pas encore le polar camerounais devant n'dolé et assiettes de bobolo. C'est sans doute ce déplacement qui a tapé dans l'œil des programmeurs de la Quinzaine, sans qu'il modifie pourtant en profondeur les ressorts de genre très conventionnels de ce thriller policier situé à Yaoundé. Un commissaire tente de résoudre le meurtre d'un collègue abattu d'une balle près du cœur. Pas de mystère particulièrement tortueux, ni de rebondissements sophistiqués.

qués à signaler ici, c'est que l'enjeu réside ailleurs. Dans le portrait austère d'un flic craint par ses enfants, incapable de les aimer autrement qu'en les élevant à la baguette. Mais aussi dans la description qui révélera scène après scène ses fléaux endémiques – néant d'infrastructures publiques, quartiers insalubres où prospèrent vols et trafics, méthodes tortionnaires de la police qui arrache leurs aveux aux suspects en les passant atrocement à tabac, pendus par les pieds et représentés en pauvres hères suppliants. Pas toujours maître de ses effets tragicomiques, et s'appuyant moins sur la mise en scène qu'une succession de situations très lisibles, le film manque sans doute d'une forme de radicalité qui donnerait à ces thèmes une véritable profondeur de champ. Tiré de faits réels, le film s'inspire du documentaire *Un crime à Abidjan* de Mosco Lévi Boucault, déjà l'auteur du *true crime* sur lequel s'était appuyé Arnaud Desplechin pour *Roubaix, une lumière*, et tiré d'une même collection pour Arte.

SANDRA ONANA



A vue de nez

Fleur Godart L'ex-agente de vignerons ouvre un resto, à Saint-Ouen, à petits prix avec des ateliers de dégustation pour apprendre à aimer le vin sans dogme ni chichi.



Fleur Godart, c'est d'abord un nez. En l'écoutant, on a le sentiment que ses souvenirs surgissent d'une boîte à épices, classés par ambiances olfactives et familles d'odeurs. Cette ex-agente de vignerons a passé près de vingt ans à dénicher les pépites du vignoble européen pour les faire connaître aux restaurateurs parisiens, avec ses quilles brinquebalantes dans son sac à dos. Victime de la crise du vin, elle a dû jeter l'éponge de ce métier adoré il y a quelques mois, la mort dans l'âme. «A 17 ans, je vendais les poulets de mon père sur un marché de Vincennes, et mon voisin de stand, le vigneron Philippe Massereau, m'a fait goûter son vin. J'ai eu un choc esthétique extrême», raconte-t-elle, mimant le geste comme si elle tournait le liquide dans un verre.

Au nez, justement, une explosion aromatique, «un mille-feuille infini: on y trouvait des vieilles roses, du magnolia, du jasmin, des fruits confits, de la mangue, de l'ananas, des épices, et quelque chose de presque oriental... Mais aussi de la fraîcheur, comme l'eau d'une rivière, ou du foin coupé. Soudain, j'étais chez moi. Dans un verre de barsac.» Mais chez soi, où est-ce? Est-ce un lieu géographiquement localisé? Ou bien une idée, un idéal, une maison rêvée? Née à Périgueux en 1984, Fleur Godart grandit sur la ferme avicole

paternelle, à La Roche-Chalais, en Dordogne. «La maison était moche, mais la nature était luxuriante. Ma mère m'a appris à la voir et à en déceler la beauté, même minuscule, dans chaque chose.» Son grand-père, déjà accouveur et aviculteur, l'emmenait petite dans la salle d'incubation, «un lieu qui avait cette odeur très douce, à la fois tendre et chaude, des œufs».

Si le père est taiseux, la mère, elle, est expansive. Issue d'une lignée belge et bourgeoise, elle porte des sabots et des grandes

robes «et a un côté artiste, contemplatif. C'est la seule de sa famille à ne pas avoir épousé un homme avec une profession libérale.» Le couple aura trois enfants; une

quatrième sœur viendra plus tard, d'une autre mère. Les parents se séparent quand elle a 14 ans, moment où Fleur Godart entre à l'internat: «J'ai eu le sentiment d'être jetée hors de chez moi. J'étais adorée de mes professeurs le jour, mais la nuit, j'avais le double des clés de toutes les salles du collège. C'était mon royaume, et j'y ai bien fait n'importe quoi.»

Dans la vingtaine, au rude moment des choix, elle peine à trouver sa voie. Comment se frayer un chemin dans des mondes aussi divers que la ferme, l'art, la ville et les poussins? Fleur Godart, qui n'a pas oublié l'émotion suscitée par le verre

de Château Massereau, décide de s'inventer un métier: elle racontera des histoires autour du vin. «J'ai fait deux ans de théâtre dans une école à Montpellier, mais dès que je le pouvais, j'allais travailler à la vigne. Là, dans la solitude des travaux, dans la douleur physique que ça représentait, et devant tout le chemin que je devais parcourir pour connaître le vin, j'ai eu le sentiment de me rapprocher de mon père.»

Ah, ce père. Il reviendra souvent lors de notre conversation, dans son appartement de Saint-Ouen où elle vit avec son compagnon depuis dix-huit ans, le musicien de jazz Antonin Gerbal. Godart père, physiquement distant pendant leur enfance, reste un mystère, une ombre, une blessure. «Il a vécu pendant trente ans dans des conditions extrêmement difficiles: quand je retournais chez lui, je voyais que sa maison était totalement à l'abandon. Il y avait des trous dans la toiture, il n'avait aucun confort. Le labeur était tellement dur qu'il n'avait pas d'espace, pas de temps pour autre chose que de courir derrière le travail.» Après avoir été l'agent exclusif de Philippe Massereau pendant quelques années puis mannequin «pour gagner ma vie, mais ce n'était pas intéressant», elle crée en 2014 la société Vins et Volailles et devient grossiste en vins et volatiles. Sa dégaine de jeune première ne passe pas inaperçue dans ce milieu archi-masculin à l'ambiance parfois très lourde. Un procès contre Marc Sibard en 2017, responsable des caves Augé à Paris (VIII^e arrondissement), la propulse tristement dans les médias: elle est témoin d'actes de harcèlement et soutiendra ses collègues dans la procédure. C'est le début d'un engagement féministe qui la mène à dénoncer régulièrement les comportements sexistes dans ce milieu. En collaboration avec ses vignerons, elle crée des «cuvées militantes» aux étiquettes inoubliables, comme «Putes féministes», «Male Tears» ou «Sorcières». Elle publie des bandes dessinées avec sa complice Justine Saint-Lô, sœur du vigneron ligérien François Saint-Lô, sur tous les sujets qui la passionnent: l'accouchement, la viti-culture, la vinification.

Si sa petite entreprise ne connaît pas la crise, à partir de 2022, les ventes de vin commencent à chuter: «La guerre en Ukraine a fait tout augmenter: le prix du verre, du transport, des matières premières», sans oublier la déconsommation de vin, un phénomène mondial qui a entraîné, en France, une baisse des ventes (moins 26% rien que pour le vin rouge entre 2018 et 2023). Alors qu'elle est dans un creux de vague, Fleur Godart apprend que son père est atteint d'un cancer. «A ce moment-là, je n'ai pas hésité une seconde. J'ai tout lâché: mon entreprise, Paris, mon mec, mes enfants, pour aller l'aider. Avec ma sœur Alice, on a fait tous les travaux, on a remis de l'ordre dans la ferme et dans sa vie, on a pris soin de lui.»

Sa sœur confirme: «Fleur, c'est vraiment une médiatrice hors pair. C'est celle qui crée du lien entre les gens, et qui prend soin des autres.» Le miracle se produit: à 67 ans, après un an de traitements, le père est en rémission complète et a même refait sa vie avec une certaine Nathalie. «Il a changé. Il m'a demandé pardon pour ses manquements, il m'a dit "je t'aime"», ajoute sa fille aînée. Aujourd'hui mère de deux garçons de 8 et 6 ans, Fleur Godart se questionne sans cesse sur ses histoires familiales: comment transmettre le meilleur, sans blesser?

Tandis que son père ressuscite, Fleur Godart traverse un petit enfer silencieux: la crise du vin l'oblige à déposer le bilan. Après une dépression qui aura duré tout l'hiver, elle a enfin, à son tour, le sentiment d'une renaissance. «J'ai eu cette idée de reprendre un local à 50 mètres de chez moi pour créer un restaurant qui serait la synthèse de tout ce que je suis. Un resto avec des petits prix, 10 euros le plat chaud, 3 euros le verre de vin à la tireuse, avec des ateliers de dégustation sans dogme et des soirées militantes pour que mes copains et copines, qui font des podcasts et des films, puissent montrer leur travail.» Tout ça à Saint-Ouen, juste derrière le périphérique, dans un quartier qui, autrefois, comptait quarante marchands de vins. Son nom: Fine Fleur. ♦♦

Par **MARIE-ÈVE LACASSE**
Photo **DARIA SVERTILOVA**

LE PORTRAIT